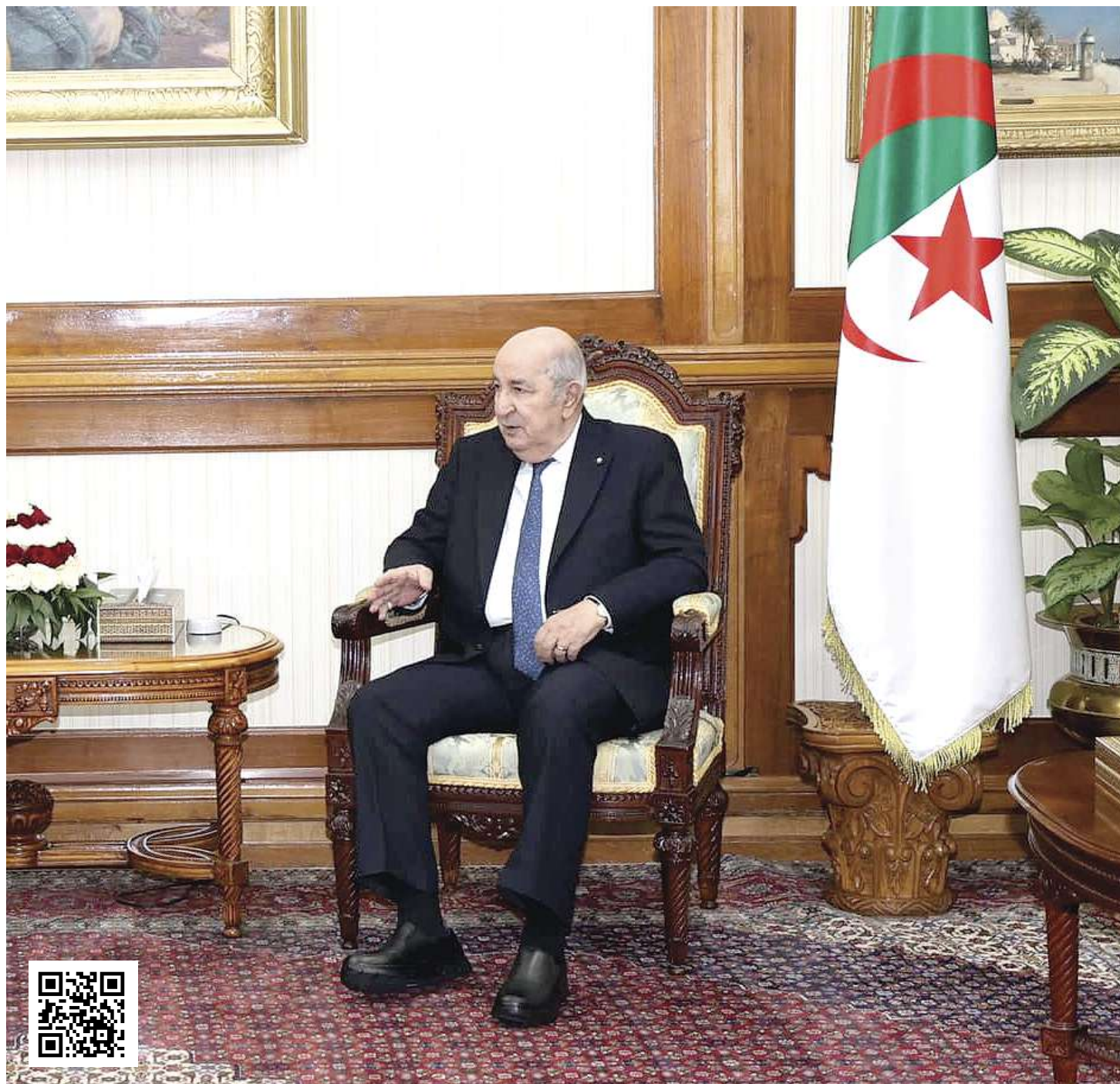


LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE L'A RÉITÉRÉ :

L'Algérie, un pays émergent dès 2027

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie est appelée à devenir un pays émergent, au niveau des pays du Sud de l'Europe, probablement dans deux ans. Dans un entretien accordé au quotidien français L'Opinion, Tebboune a prédit que : « Si Dieu le permet, peut-être dans deux ans maximum, l'Algérie sera un pays émergent, au niveau des pays du Sud de l'Europe, avec un PIB de plus de 400 milliards de dollars ». P 3



LA SNTF A LANCÉ
UN VASTE PROGRAMME
DE MODERNISATION
**Vers un réseau
ferroviaire plus
performant**

Le transport ferroviaire en Algérie est en pleine transformation. En effet, l'État a alloué une enveloppe de 41 milliards de dinars pour la période 2023-2024, suivie de 17 milliards de dinars supplémentaires en 2025. Ces investissements témoignent de la volonté claire de moderniser un réseau vieillissant, afin d'en faire un levier essentiel pour le développement économique et territorial. C'est ce qu'a souligné Adj Bouaouni, directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

P 2

L'UNION EUROPÉENNE
ET L'ALGÉRIE

**Vers une redéfinition
du partenariat ?**



L'Algérie et l'Union européenne entretiennent des relations stratégiques encadrées par l'Accord d'Association signé en 2002 et entré en vigueur en 2005. Cependant, à la lumière des évolutions géopolitiques et géoéconomiques récentes, la nécessité d'une révision ou d'une renégociation de cet accord s'impose.

P 5

SIGNATURE D'UN
MÉMORANDUM D'ENTENTE
ENTRE CAAID ET LE RÉSEAU DE
PROSPÉRITÉ AFRICAINE

**Renforcer la
coopération
économique entre les
pays africains**

Un mémorandum d'entente stratégique visant à renforcer la coopération économique et commerciale entre les pays africains a été signé à Accra entre le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement (CAAID) et le Réseau de prospérité africaine (APN).

P 5

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-TCHÈQUE

**Pour une coopération
plus ambitieuse entre
les deux pays** P 3

OPEP+

**Les mesures adoptées
ont stabilisé le marché** P 5

UAR

**Les assurances
multirisques en pleine
progression** P 16

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Le 4^e Salon du
Marketing
s'ouvre jeudi

La quatrième édition du Salon du Marketing, organisée par la Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion de l'Université d'Oran 2 Mohamed-Benahmed est prévue à partir de jeudi prochain, a-t-on appris auprès de cet établissement universitaire. Cette manifestation, organisée en collaboration avec les laboratoires "Nouvelles Tendances et Définition des Politiques de Développement en Algérie" de l'Université d'Oran 2, verra la participation de près d'une quarantaine d'entreprises et de partenaires économiques. Sous le slogan "Market it Real 2.0 - Bridging Worlds", ce Salon vise à consolider la connaissance et l'innovation au sein de l'Université et à établir des passerelles solides entre les mondes académique et professionnel, a-t-on ajouté de même source. Des acteurs socio-économiques, des enseignants chercheurs et des laboratoires de recherche, ainsi que des clubs d'étudiants, participeront à ce Salon où plus de 40 stands ont été installés pour les participants afin d'exposer leurs produits, services et recherches scientifiques. Le Salon offrira également une plateforme idéale pour l'échange d'idées, de conseils et pour guider les étudiants dans le développement de leurs projets, de l'idée à la mise sur le marché.

LA SNTF A LANCÉ UN VASTE PROGRAMME DE MODERNISATION

Vers un réseau ferroviaire plus performant

Le transport ferroviaire en Algérie est en pleine transformation. En effet, l'État a alloué une enveloppe de 41 milliards de dinars pour la période 2023-2024, suivie de 17 milliards de dinars supplémentaires en 2025. Ces investissements témoignent de la volonté claire de moderniser un réseau vieillissant, afin d'en faire un levier essentiel pour le développement économique et territorial. C'est ce qu'a souligné Adj Bouaouni, directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF). Ces fonds permettront de rénover 4 700 km de voies ferrées et d'étendre le réseau vers le Grand Sud, avec pour objectif ambitieux de relier Tamanrasset et de désenclaver les régions isolées.

Par Mourad A.

Actuellement, 50 % des infrastructures ferroviaires du pays ont plus de 30 ans. La vétusté de ce réseau impacte directement la qualité du service, comme l'a précisé Adj Bouaouni lors de son intervention dans un média privé "Echorouk News". « Retards fréquents, limitations de vitesse et incidents techniques freinent le développement du rail et pénalisent les usagers », a-t-il déclaré. Consciente de ces défis, la SNTF a lancé un vaste programme de modernisation. Cette opération nécessitera une réduction temporelle de 50 % du nombre de trains en circulation afin de permettre la réalisation des travaux sans compromettre totalement l'exploitation des lignes. Bien que cette phase de transition engendre des désagréments pour les usagers, elle est indispensable pour garantir un service de meilleure qualité à l'avenir. Au-delà de la rénovation du réseau existant, l'extension ferroviaire vers le Grand Sud représente un enjeu stratégique majeur. Comme l'a précisé Adj Bouaouni, le gouvernement ambitionne de relier Tamanrasset au réseau national. Ce projet vise à désenclaver les régions sahariennes et à stimuler leur développement

économique. « L'ouverture de nouvelles lignes ferroviaires facilitera le transport des marchandises, notamment les matières premières provenant des mines du Sud, et offrira une alternative plus rapide et moins coûteuse que les longs trajets routiers », a-t-il ajouté. Ce projet s'inscrit également dans une démarche écologique visant à réduire la dépendance au transport routier et ses impacts environnementaux. La modernisation du rail ne se limite pas aux infrastructures. Elle concerne également l'amélioration des services aux passagers. « Le projet prévoit la rénovation de 87 gares, l'installation d'un système de billetterie électronique, ainsi que le déploiement de nouvelles rames modernes et plus confortables », a révélé Adj Bouaouni. En parallèle, la SNTF prévoit l'acquisition de 400 nouvelles voitures voyageurs et de 600 locomotives, avec un budget global de 370 milliards de dinars, dont 138 milliards de dinars ont déjà été débloqués pour une première phase. « Une partie de cet investissement pourrait être consacrée au développement d'une industrie ferroviaire locale, via un partenariat avec un acteur étranger dans le cadre d'une joint-venture (51 % Algérie - 49 % partenaire) », a-t-il précisé.

Simultanément, l'État mise sur une meilleure rentabilité du réseau en intensifiant le transport de marchandises, qui a atteint 6,6 millions de tonnes en 2024, avec l'ambition de franchir la barre des 100 millions de tonnes par an d'ici 2040. Adj Bouaouni a également évoqué l'expansion de nouvelles lignes stratégiques, notamment la liaison Annaba-Tunis, dont la demande est en forte croissance. L'objectif est d'optimiser l'inter-modalité, en introduisant un billet unique qui permettra aux passagers d'utiliser plusieurs modes de transport (train, métro, tramway et bus) avec un seul titre de voyage. Si ces projets illustrent une volonté politique forte, leur réussite dépend de plusieurs facteurs clés : garantir la qualité des travaux, respecter les délais et éviter la détérioration prématurée des infrastructures. Par ailleurs, la lutte contre le vandalisme et le vol de matériel ferroviaire constitue un enjeu crucial pour assurer la pérennité des investissements réalisés. Avec ces projets ambitieux, l'Algérie entre dans une nouvelle ère pour son réseau ferroviaire. Une fois les chantiers terminés, le train pourrait devenir un vecteur essentiel de mobilité et de croissance économique, tant pour les voyageurs que pour les acteurs industriels du pays.

BDL

Une rencontre promotionnelle avec des investisseurs à Tizi-Ouzou

Une rencontre promotionnelle de l'opération d'ouverture du capital social de la Banque de développement local (BDL) et l'introduction de ses actions à la Bourse d'Alger, a été organisée lundi à Tizi-Ouzou, en présence d'acteurs économiques et des autorités locales, ainsi que de cadres du secteur financier. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la campagne de sensibilisation lancée par la banque à travers des rencontres de proximité organi-

sées dans plusieurs wilayas du pays sur l'ouverture de son capital et les modalités de souscription. Le Directeur général de la BDL, Youcef Lalmas, a souligné lors de son intervention que cette ouverture du capital social s'inscrit dans le cadre des orientations des pouvoirs publics qui recommandent des réformes structurelles dans le secteur de la finance, conformément à la loi sur la monnaie et le crédit, ainsi que la loi de finances pour l'année 2025. Des recomman-

dations qui s'articulent, a-t-il expliqué, autour de la modernisation, l'innovation et la bonne gouvernance dans le but du renforcement et d'un soutien plus actif au développement économique du pays. Une séance débat a été organisée lors de cette rencontre pour permettre aux présents d'exposer leurs interrogations afin de mieux leur expliquer les modalités et les avantages de cette opération. La BDL a lancé, le 20 janvier der-

nier, à travers quelque 1.300 agences commerciales implantées au niveau du territoire national, une opération d'ouverture de son capital social à travers une souscription en Bourse avec l'émission de 44,2 millions de nouvelles actions pour souscription, au prix unitaire de 1.400 DA. L'opération, qui se poursuivra jusqu'au 20 février prochain, vise à lever un montant total de 61,88 milliards de DA, dont 44,2 milliards de DA au titre de l'augmentation de ca-

pital, et une prime d'émission de 17,68 milliards de DA, ce qui permettra à terme, de porter le capital social de la BDL de 103,2 milliards de DA à 147,4 milliards de DA. L'offre concerne toutes les catégories (personnes physiques et morales, et investisseurs professionnels), la souscription étant disponible au niveau de l'ensemble des agences commerciales ou à travers les intermédiaires en opérations de Bourse (IOB) agréés.

PRÉVUE DU 6 AU 8 FÉVRIER À ANNABA

Foire algérienne de l'entrepreneuriat, formation et économie numérique

La 4ème édition de la Foire algérienne de l'entrepreneuriat, formation et économie numérique se tiendra à Annaba du 6 au 8 février, a-t-on appris, lundi, auprès des organisateurs. Cette manifestation qui vise à promouvoir la culture entrepreneuriale, la transformation numérique et l'innovation verra la participation de 90 exposants de

différentes régions du pays, entre acteurs de l'économie numérique, start-ups, établissements de formation professionnelle et organismes d'accompagnement et de financement, a indiqué Hamza Kermiche, directeur de la société de communication Galacticom, organisatrice de l'événement, lors d'un point de presse. La Foire vise à offrir l'opportunité aux acteurs de la

transformation numérique et aux start-ups de présenter des services numériques et de conclure des partenariats de coopération dans le domaine de l'exploitation des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle pour innover et promouvoir les services numériques, a ajouté M. Kermiche. Lors de cet événement, des experts dans les domaines liés à la trans-

formation numérique et à l'utilisation de l'intelligence artificielle présenteront des conférences sur la numérisation, les technologies de l'information et de la communication et l'intelligence artificielle, sur la transformation numérique en tant qu'outil de développement économique, sur la prévention des cyber-risques et sur les méthodes de sécurisation des données.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE L'A RÉITÉRÉ :

L'Algérie, un pays émergent dès 2027

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie est appelée à devenir un pays émergent, au niveau des pays du Sud de l'Europe, probablement dans deux ans. Dans un entretien accordé au quotidien français L'Opinion, Tebboune a prédit que : « Si Dieu le permet, peut-être dans deux ans maximum, l'Algérie sera un pays émergent, au niveau des pays du Sud de l'Europe, avec un PIB de plus de 400 milliards de dollars ».

Par Sirine R.

Des importants projets structurants sont en cours de réalisation dans divers domaines, notamment les mines, sans oublier les autres projets d'investissement enregistrés à l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI). Selon les échéances fixées, un nombre important de ces projets entrera en production à partir de 2027, permettant à la fois de réduire la dépendance de l'Algérie aux marchés internationaux et de favoriser l'exportation des excédents. Cela contribuera inéluctablement à l'augmentation du PIB, qui passera de 260 milliards de DA en 2024 à 400 milliards à partir de 2027.

Selon le chef de l'Etat, «début 2027, tout au plus, nous aurons achevé la construction de notre programme de 3,5 millions de logements -deux millions sont déjà livrés-, nous en aurons aussi terminé avec le problème de l'eau et nous aurons réduit l'importation de matières premières pour nos usines. Notre objectif est de fabriquer le maximum de produits sur place. Nous allons être parmi les plus grands pays exportateurs de phosphates et dérivés. Nous allons aussi développer l'énergie solaire et la production d'hydrogène vert, une nouvelle ressource qui renforcera l'attractivité industrielle de l'Algérie». Cela «nous permettra aussi d'augmenter notre capacité à fournir de l'énergie à l'Europe», a soutenu le président de la République, rappelant

que le pays était également en train de renforcer sa sécurité alimentaire et mobiliser davantage de ressources hydriques. Ces précisions du président Tebboune sont considérées comme une réponse aux messages diffusés par la France, et en particulier par les partisans de l'extrême droite, qui cherchent à nuire à l'image de l'Algérie. Ces derniers véhiculent des informations infondées, notamment concernant des prétendues « aides » françaises à l'Algérie. « Le pays n'avait pas besoin des "aides" françaises au développement, lesquelles ne servent que les intérêts de la France », a affirmé le Président Tebboune, précisant que toute demande de suppression de ces «aides» relevait tout simplement «d'une profonde méconnaissance de l'Algérie». «C'est de l'ordre de 20 à 30 millions par an. Le budget de l'Etat algérien est de 130 milliards de dollars et nous n'avons pas de dette extérieure», a-t-il fait observer. Il a, par la même, rappelé que l'Algérie «finance chaque année 6000 bourses au profit d'étudiants africains, une route de plus d'un milliard de dollars entre notre pays et la Mauritanie et venons d'effacer 1,4 milliard de dette à douze pays africains». En effet, le président de la République a clairement affirmé que l'Algérie n'a pas besoin de ces "aides" qui ne servent en réalité que les intérêts de la France. «Nous n'avons pas besoin de cet argent qui sert avant tout les intérêts d'influence extérieure de la France», a-t-il tranché.

Interrogé, par ailleurs, sur la coopération

économique avec la Chine, le président de la République a avancé que «les Chinois s'intéressent à de nombreux secteurs d'activité (en Algérie): des technologies de pointe à l'électronique en passant par le numérique, les batteries au lithium puisqu'on dispose de cette matière première». Il a rappelé à cet égard que les opérateurs chinois "sont venus au début pour construire des logements au grand dam des groupes français comme Bouygues" qui lorgnaient le marché de Djamaa El Djazair. «Les Chinois ont proposé les meilleures offres, les délais les plus courts. Nous sommes satisfaits de leurs prestations », s'est-il réjoui. Le président de la République a, par la même, salué la coopération avec l'Italie, qui a «toujours été un partenaire très fiable». «Nos amis italiens sont de bonne foi.

On s'aide réciproquement et l'Italie renforce ses positions économiques chaque année», a-t-il soutenu. Concernant les relations avec les États-Unis, Tebboune a rappelé qu'elles sont toujours restées bonnes, y compris lors du premier mandat de Donald Trump. « Lorsque j'ai été élu en 2019, il m'a envoyé une lettre pour me féliciter quelques heures après les résultats, quand le président Macron a mis 4 jours pour «prendre acte» de mon élection », a-t-il rappelé, soulignant aussi que les États-Unis ont introduit la question algérienne à l'ONU, qu'ils sont le seul pays au monde à avoir une ville qui porte le nom de l'Émir Ab-

delkader et que les plus gros projets de l'Algérie ont été réalisés avec les Américains dans les hydrocarbures ou autres secteurs.

Outre les États-Unis, l'Algérie entretient de bons rapports avec toutes les grandes puissances et «tous les pays méditerranéens qui investissent avec nous », a indiqué le président algérien, notant que, ces derniers jours, des dirigeants russes ont été reçus à Alger et des échanges sécuritaires et diplomatiques au plus haut niveau ont eu lieu avec les États-Unis.

A la question de connaître les raisons ayant poussé l'Algérie à demander une révision de son accord d'association avec l'Union européenne, le président de la République a expliqué que cette demande a été dictée par le souci du pays, riche d'une production industrielle diversifiée, de voir ses exportations pénétrer le marché européen dans des conditions préférentielles. "Notre ambition exportatrice s'affirme. En 2005, nous n'avions guère de production en dehors des hydrocarbures. Aujourd'hui, nous avons une production industrielle nationale", a-t-il déclaré. "Tout l'électroménager est algérien. Notre agriculture générale, selon la FAO, 37 milliards de dollars par an. On exporte des produits maraîchers en Tunisie, en Mauritanie et au Moyen-Orient. Il faut réviser l'accord pour que nos produits agricoles et notre acier accèdent au marché européen dans des conditions préférentielles", a soutenu le président de la République.

OPEP+

Les mesures adoptées ont stabilisé le marché

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a souligné, lundi, que les mesures adoptées récemment par les pays de l'OPEP+ ont permis d'assurer la stabilité du marché pétrolier international, au profit des producteurs et des consommateurs, indique un communiqué du ministère. M. Arkab s'exprimait à l'issue de sa participation aux travaux de la 58e réunion du Comité ministériel mixte de suivi OPEP/Non-OPEP (JMMC), tenue

lundi par visioconférence, en présence du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL-NAFT), Mourad Beldjehem, et des cadres du ministère, a ajouté la même source. A cette occasion, le ministre d'Etat a affirmé que "les mesures adoptées récemment par les pays de l'OPEP+ ont permis d'assurer la stabilité du marché pétrolier international, au profit des producteurs et des consommateurs", tout en relevant que "malgré des incertitudes persistantes, les

fondamentaux du marché restent globalement solides". "L'économie mondiale fait preuve de résilience, et des signes de reprise de la croissance émergent dans plusieurs régions. Après un ralentissement saisonnier de la demande de pétrole au cours des trois premiers mois de l'année, nous anticipons une reprise plus soutenue à partir d'avril", a expliqué M. Arkab. Au sujet de la réunion, M. Arkab a indiqué que "les ministres du JMMC ont procédé à un échange de point de vue sur la situation actuelle du marché

pétrolier et ses perspectives d'évolution dans les semaines à venir". "Il ressort clairement que la conjoncture actuelle exige une vigilance accrue et un engagement total en faveur du respect de nos décisions collectives et volontaires de limitation de nos productions", a-t-il encore mentionné. Lors de cette réunion, les ministres du JMMC ont évalué "le respect des niveaux de production requis pour novembre et décembre 2024, constatant avec satisfaction le plein engagement des pays de l'OPEP+ dans l'appli-

cation de leurs décisions", selon le communiqué. Ils ont également échangé sur "la conjoncture actuelle du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court et moyen termes", a ajouté la même source. A cet effet, M. Arkab a souligné que "les ministres du JMMC ont décidé de poursuivre les consultations, de maintenir une coordination étroite et de suivre de près les évolutions du marché pétrolier international dans les prochaines semaines".

R. E.

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-TCHÈQUE

Pour une coopération plus ambitieuse entre les deux pays

Synthèse S. R.

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Nadjiba Djilali, a coprésidé, lundi à Alger, avec le ministre tchèque de l'Environnement, Petr Hladik, l'ouverture d'un Forum d'affaires algéro-tchèque, où les deux parties ont affirmé leur volonté de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines économiques, notamment ceux liés à la protection de l'environnement et à l'économie verte, à travers l'examen des opportunités d'investissement et de partenariat entre les opérateurs économiques des deux pays. Le Forum est organisé par l'ambassade de la République tchèque en

Algérie, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, à l'occasion de la visite de M. Hladik en Algérie à la tête d'une délégation comprenant une vingtaine d'hommes d'affaires opérant dans plusieurs secteurs (énergies renouvelables, matériel agricole, traitement et gestion de l'eau et solutions technologiques) et des parlementaires. Dans une allocution prononcée à l'ouverture de cette rencontre, Mme Djilali a précisé que ce Forum constitue une opportunité pour échanger les expertises entre l'Algérie et la République tchèque en matière de renforcement de la coopération institutionnelle et

économique, à travers "l'exploration des moyens, des mécanismes et des outils à mettre en place pour unifier les efforts des deux pays au service d'un avenir plus respectueux de l'environnement". Ce Forum constitue aussi "un point de départ pour une coopération plus ambitieuse" entre les deux pays, a-t-elle ajouté, tout en invitant les opérateurs économiques tchèques et algériens à "échanger les expertises pour bâtir un avenir plus écologique dans le cadre de l'économie circulaire". De son côté, le ministre tchèque de l'Environnement a estimé que les échanges entre les deux pays ne sont pas à la hauteur de leurs potentialités, soulignant que ce Forum d'affaires permettra

d'encourager la coopération dans plusieurs domaines, notamment "l'énergie verte, le traitement et la gestion de l'eau, les technologies de pointe et l'économie circulaire". Lors de ce Forum d'affaires, un mémorandum a été signé entre la société tchèque spécialisée dans la fabrication de tracteurs ZETOR TRACTORS et l'unité de fabrication et de montage UNIA DZ en vue de produire ces équipements en Algérie. Un mémorandum a également été signé entre la société tchèque SVCS Process Innovation et le Centre de développement des technologies avancées (CDTA) pour encourager la recherche scientifique et la collecte de données.

ANEP

Clôture des travaux de la 1ère édition de l’atelier de travail ”Innovons ensemble”

Les travaux de la 1ère édition de l'atelier de travail "Innovons ensemble", organisé par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), ont pris fin dimanche à Alger. La cérémonie de clôture a été présidée par Messaoud Alghem, PDG de l'ANEP, en présence d'un représentant du ministre de la communication, des directeurs généraux des institutions médiatiques publiques et du Président par intérim de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ARAV), Amar Bendjedda. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Alghem a souligné que la première édition de cet atelier "est l'une des plus importantes démarches du groupe pour tracer la voie vers l'avenir", précisant que "la créativité et le renouveau" étaient les objectifs de cette rencontre. Il a salué, dans ce cadre, "les idées et les initiatives innovantes" présentées lors de cet atelier et qui reflètent, a-t-il dit, "l'esprit d'innovation et d'excellence que l'entreprise compte adopter dans une Algérie nouvelle, fière de ses compétences et de ses enfants". "L'ANEP contribue à l'édification du pays grâce à l'engagement de ses enfants dévoués", a-t-il ajouté. Cette cérémonie a été marquée par la distinction des trois premiers groupes lauréats parmi les huit portant les noms de chouhada de la glorieuse Guerre de libération et de symboles de la résistance populaire contre le colonialisme français. Une convention a été signée, à cette occasion, entre l'ANEP et l'Entreprise publique de télévision (EPTV) en vue de "renforcer le partenariat stratégique et d'élargir les perspectives de coopération" entre les deux entreprises.

MISE EN ŒUVRE DE PROJETS ÉNERGÉTIQUES

Le Pdg de Sonatrach fait le point avec Tecnimont et Baker Hughes

Le président directeur général (PDG) de Sonatrach, Rachid Hachichi, a tenu à Florence (Italie), des séances de travail consacrées au suivi de l'état d'avancement de projets énergétiques, avec les représentants d'entreprises italienne et américaine, chargées de leur réalisation en Algérie, a indiqué dimanche un communiqué du Groupe. Ces séances se sont déroulées en marge de la participation de M. Hachichi aux travaux de la réunion annuelle de la société américaine "Baker Hughes", tenue à Florence (Italie), et ce dans le cadre de sa visite en Italie à la tête d'une délégation de haut niveau, en présence du PDG de "Sonelgaz", précise la même source. La première rencontre a réuni M. Hachichi et la délégation l'accompagnant, avec le PDG de la société italienne "Tecnimont", Alessandro Bernini, afin de suivre l'état d'avancement des travaux du projet de construction d'un complexe pétrochimique destiné à la production de l'alkylbenzène linéaire (LAB) à Skikda, d'un

montant de 1,05 milliard de dollars, et dont la réalisation a été confiée à la même entreprise", a souligné Sonatrach. Ce complexe devrait produire 100.000 tonnes/an de LAB, un composant chimique essentiel dans la production de produits de nettoyage et détergents industriels, ce qui permettra de répondre aux besoins du marché local et d'exporter l'excédent de production fin 2027. La délégation a également écouté un exposé détaillé sur l'état d'avancement du projet de construction du complexe d'extraction du gaz de pétrole liquéfié (GPL) à Rhourde El Baguel (Ouargla), dont le taux d'avancement des travaux a un atteint 73 %. Ce complexe dont la réception est prévue au 1er semestre de 2026, devra produire près de 1.000 tonnes de GPL, outre 300 tonnes de condensat par jour. La deuxième rencontre a réuni M. Hachichi et la délégation l'accompagnant avec des représentants des deux sociétés américaine "Baker Hughes" et italienne "Tecnimont", lors de laquelle ils ont écouté un exposé exhaustif sur les différents aspects techniques relatifs au projet Boosting du gisement de Hassi R'Mel (Laghouat), notamment la deuxième étape de la Phase 2, dont la réalisation a été confiée aux deux sociétés susmentionnées, en vertu d'un contrat signé avec Sonatrach, le 23 mai 2024. Les deux parties ont passé en revue, durant la réunion, "l'état d'avancement des travaux de ce projet vital, mettant l'accent sur l'importance de respecter les délais contractuels, au regard de ses dimensions stratégiques dans l'appui des capacités de production de gaz de la Sonatrach", ajoute le communiqué. La Sonatrach a, en outre, insisté sur "la mise en œuvre de ses projets stratégiques selon les normes techniques les plus élevées, en veillant au respect du calendrier contractuel, et ce dans le cadre de sa stratégie pour renforcer ses capacités productives et assurer la pérennité des approvisionnements énergétiques aux niveaux national et international".

RENFORCEMENT DE LA COUVERTURE DES RÉSEAUX MOBILES

De nouvelles mesures vers la transition numérique en Algérie

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé, une importante rencontre avec les responsables des opérateurs téléphoniques, en présence du président de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), M. Mohamed El Hadi Hannachi, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre qui s'est tenue dimanche, dans le cadre de l'accompagnement de la stratégie nationale de transition numérique et du développement des nouvelles technologies, a été l'occasion de souligner l'importance de prendre les mesures nécessaires pour la réalisation des objectifs stratégiques notamment l'amélioration de la qualité du réseau, l'élargissement de la couverture à

toutes les zones peuplées en assurant une couverture complète au niveau des principaux axes routiers. Il s'agit également d'améliorer l'expérience de l'utilisateur pour atteindre les normes internationales et d'accélérer la réalisation du programme du Service universel des communications électroniques, pour raccorder 1400 zones à faible densité au réseau téléphonique et internet 4G. A cet égard, le

ministre a réitéré l'engagement de son département à accompagner et à soutenir les opérateurs de téléphonie mobile pour assurer le parachèvement de ces projets vitaux dans les délais impartis, conformément à la vision tracée pour renforcer l'infrastructure numérique, et réaliser une transition numérique intégrée, au service du citoyen et de l'innovation en Algérie.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 03 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Février 2025

Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كـكـلـغـ		
المنتجات		أدنى	أقصى	معدل
المنتجات		Minimum	Maximum	Moyenne
Légumes frais	البطاطا	58	89	74
	الطماطم	80	112	96
	البصل الجاف	44	57	51
	الثوم الجاف	435	571	503
	الجزر	59	78	68
	لفت	71	92	81
	قرنبيط	57	74	66
	الكرونب	73	91	82
	الكوسية	137	166	151
	الفاصولياء الخضراء	331	369	350
الخس	86	110	98	
Fruits frais	للندرين	90	150	120
	البرتقال	70	130	100
	الليمون	85	135	110
	التفاح المحلي	298	517	408
	التمر	393	659	526
	الموز	419	447	433
Produits d'origine animale	لحم البقر المحلي	1637	1896	1766
	الدجاج	325	349	337
	البيض (وحدة)	17	19	18
	حليب البقر (لتر)	92	102	97
المنتجات ذات الأصل الحيواني				

MONNAIES

Le dollar en hausse face à l’euro et la livre

Le dollar s'envole lundi après l'imposition par Donald Trump de droits de douane sur les produits du Canada, de Chine et du Mexique, trois des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis. Le billet vert grimpe dans la matinée de 1,17% face à la monnaie européenne, à 1,0242 dollar pour un euro, et prend 0,70% à la livre, à 1,2308 dollar. Le dollar bondit également de 2,01% par rapport au peso mexicain et de 1,46% vis-à-vis du dollar canadien. Les droits de douane imposés par les Etats-Unis et qui doivent entrer en vigueur à compter de mardi, s'élèvent à 25% sur les produits mexicains et canadiens, à l'exception des hydrocarbures venant du voisin du nord, désormais taxés à 10%. Pour la Chine, des taxes de 10% supplémentaires sont ajoutées à celles déjà existantes.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,36	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 370,00	2370,00	0,00	0,59	2,69	7,11	7,59	540	1 279 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	2273,00	0,00	0,25	-0,29	11,96	5,50	30000	68 190 000,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,81	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-10,80	2,03	-	1234	499 770,00

INDUSTRIES ÉLECTRIQUES

Soutien à ce secteur pour atteindre ses objectifs

Dans le secteur des industries électriques et électroniques, l'Algérie peut se targuer d'avoir en quelques décennies, acquis de la maturité dans la conception de la fabrication d'éléments liés à ce domaine, dans l'expertise dans ses analyses, ainsi que dans le développement de ce secteur.

Par Réda Hadi

Les pouvoirs publics ont donc établi une feuille de route permettant à même d'organiser et de développer ces filières industrielles à forte valeur ajoutée. Et en cela, le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a reçu, à Alger, une délégation du Cluster algérien des industries électriques, conduite par son président. Cette rencontre a permis d'examiner les voies et moyens de développer l'industrie électrique pour lui permettre de jouer un rôle pionnier sur le marché africain. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, Chargé des Energies renouvelables, Nouredine Yassaâ et de cadres du ministère, les deux parties ont abordé «les voies et moyens de renforcer la coopération entre les entre-

prises du secteur et le Cluster algérien des industries électriques, en focalisant sur le développement de l'industrie électrique et le renforcement de l'utilisation des équipements fabriqués localement». En amont des réunions, avec chacune des filières, ont été tenues afin de déterminer les potentialités, les objectifs, les obstacles et les démarches pratiques à entreprendre en fonction des priorités actuelles à court et moyen termes. Aussi, lors de cette présente rencontre, les deux parties ont, en outre, évoqué les opportunités de coopération entre les deux secteurs public et privé, en vue de renforcer leur présence sur les marchés régionaux et africains, tout en soulevant l'importance d'améliorer les mécanismes de fabrication, de se mettre au diapason des progrès techniques et de renforcer le partenariat avec le Groupe Sonelgaz pour réaliser la complémentarité industrielle. Il a été également question des axes de soutien à la transition énergétique,

de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de la promotion du contenu local, ainsi que du développement de l'infrastructure de l'énergie électrique, en phase avec les objectifs stratégiques du secteur. Au cours des discussions, l'accent a été mis sur l'importance de permettre aux entreprises nationales des deux secteurs, public et privé, de jouer un rôle pionnier dans le marché africain, en mettant à profit les réalisations accomplies en matière d'industrie électrique, notamment l'autosuffisance en termes de fabrication et de développement technique. A ce sujet, l'Algérie dispose d'un tissu industriel qui a permis la fabrication de différents équipements tels que les transformateurs et les turbines, en sus de son expertise en matière d'études, d'installation, de gestion, de transport, de distribution et de maintenance. Dans ce cadre, M. Arkab a réaffirmé l'engagement du secteur à accompagner et à sou-

tenir ce cluster pour lui permettre d'atteindre ses objectifs, insistant sur le fait que le renforcement des industries électriques locales contribuera à la réalisation de la sécurité énergétique nationale et à la consolidation de la compétitivité des produits algériens au niveau international. Il a souligné en outre, souligné la nécessité de poursuivre la coordination et la concertation entre les différents acteurs, afin de permettre au secteur de l'électricité de réaliser un développement durable et renforcer ainsi la place de l'Algérie en tant que hub régional dans ce domaine. Il faut rappeler qu'il a été défini cinq (5) matrices pour ce secteur par le ministère de tutelle qui sont ; les intrants et les extrants, les compétences nationales, les déchets industriels, le parc technologique industriel ainsi que le réseau national de l'ingénierie inversée, afin que nos entreprises activant dans les industries électriques, pourraient jouer un rôle déterminant.

SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM D'ENTENTE ENTRE CAAID ET LE RÉSEAU DE PROSPÉRITÉ AFRICAINE

Renforcer la coopération économique entre les pays africains

Un mémorandum d'entente stratégique visant à renforcer la coopération économique et commerciale entre les pays africains a été signé à Accra entre le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement (CAAID) et le Réseau de prospérité africaine (APN). Selon un communiqué du CAAID, cette convention paraphée dimanche en marge du sommet "Dialogues sur la prospérité en Afrique" définit "un cadre complet pour promouvoir l'investissement, développer le commerce intra-africain, renforcer les capacités et organiser des événements de haut niveau visant à faciliter la coopération entre investisseurs, entreprises et institutions financières". Ce mémorandum d'entente "reflète l'engage-

ment commun des deux organisations pour promouvoir le développement durable, offrir un environnement propice à l'investissement, renforcer le commerce intra-africain et soutenir la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) dans la promotion de l'intégration économique sur le continent", est-il souligné dans le communiqué. Il comprend également le lancement de projets communs dans des secteurs vitaux tels que l'énergie, la technologie, l'agriculture et l'industrie, ajoute la même source précisant que l'accord restera en vigueur pour une période de cinq ans renouvelable par accord mutuel. Le président du CAAID, Amine Boutalbi, cité dans le communiqué, a indiqué qu'"a travers ce partenariat, nous cherchons à

créer une Afrique plus connectée et prospère en activant des investissements stratégiques qui génèrent des opportunités d'emploi et un développement durable dans de nombreux pays du continent". "Nous explorons également des mécanismes innovants pour renforcer la coopération et l'intégration économique", a-t-il souligné. De son côté, le directeur général du Réseau de prospérité africaine (APN), Sidiq Al-Tom, a déclaré que ce partenariat "s'aligne sur notre mission d'accélérer la transformation économique de l'Afrique en facilitant les opportunités commerciales et d'investissement bénéfiques pour tout le continent". Le sommet "Dialogues sur la prospérité en Afrique" constitue une plateforme qui réunit

des leaders du secteur privé, des décideurs politiques et des investisseurs venus de tout le continent, favorisant ainsi l'intégration des efforts de développement économique en Afrique. Il a été marqué par la participation de nombreuses personnalités, notamment le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ibrahim Boughali, en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans son discours, M. Ibrahim Boughali a souligné l'importance de la coopération économique régionale, du soutien au développement de l'investissement en Afrique et de la nécessité d'une intégration économique accrue entre les pays africains. Ce partenariat stratégique reflète l'enga-

gement commun des deux organisations pour promouvoir le développement durable, offrir un environnement propice à l'investissement, renforcer le commerce intra-africain et soutenir la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (AfCFTA) dans la promotion de l'intégration économique sur le continent. À cette occasion, Sidiq Al-Tom, Directeur Général du Réseau de Prospérité Africaine (APN), a déclaré : "Ce partenariat s'aligne sur notre mission d'accélérer la transformation économique de l'Afrique en facilitant les opportunités commerciales et d'investissement bénéfiques pour tout le continent. Nous visons à apporter de l'innovation et à favoriser une participation active de toutes les parties prenantes."

L'UNION EUROPÉENNE ET L'ALGÉRIE

Vers une redéfinition du partenariat ?

Par Abderrahmane Hadeff (*)



L'Algérie et l'Union européenne entretiennent des relations stratégiques encadrées par l'Accord d'Association signé en 2002 et entré en vigueur en 2005. Cependant, à la lumière des évolutions géopolitiques et géoéconomiques récentes, la nécessité d'une révision ou d'une renégociation de cet accord s'impose. La visite en Algérie d'une délégation européenne, conduite par M. Florian Ermacora du 27 au 30 janvier 2025, s'inscrit dans cette dynamique de relance des discussions pour la période 2025-2027.

Un accord à redéfinir pour un partenariat plus équilibré

L'Accord d'Association entre l'UE et l'Algérie visait initialement à promouvoir les échanges commerciaux et à encourager l'investissement européen en Algérie, notamment dans le cadre d'une diversification de l'économie algérienne au-delà des hydrocar-

bures. Toutefois, près de vingt ans après son entrée en vigueur, le bilan est contrasté. L'Algérie a enregistré un déséquilibre commercial persistant avec l'UE, et les investissements européens n'ont pas atteint les niveaux escomptés. Dans ce contexte, une renégociation de l'accord apparaît nécessaire afin d'adapter ses dispositions aux réalités actuelles et de garantir une coopération mutuellement bénéfique. Il ne s'agit pas seulement de revoir les aspects liés au libre-échange, mais aussi de mettre en place de nouveaux mécanismes de coopération économique, politique et culturelle sur des bases plus équitables et durables.

Les nouveaux leviers de coopération : investissement, technologie et financement

L'un des axes majeurs des négociations à venir concerne l'attractivité des investissements productifs en Algérie. L'Union européenne, engagée dans un processus de réindustrialisation et de relocalisation de certaines chaînes de valeur dans son voisinage, pourrait jouer un rôle clé dans ce domaine. Un projet important a été lancé récemment par la Délégation de l'UE à Alger : le « Sus-

tainable Investments Partnership », en collaboration avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Ce programme vise à encourager les investissements européens dans des secteurs à forte valeur ajoutée, et pourrait constituer une base de référence pour les discussions futures.

Libre circulation et barrières non tarifaires : des enjeux cruciaux

Un autre volet essentiel des discussions concerne la circulation des personnes et des capitaux. L'Algérie plaide pour un assouplissement des règles afin de faciliter les échanges économiques et humains avec l'Europe. Par ailleurs, plusieurs réglementations européennes récentes, telles que la taxe carbone aux frontières ou les nouvelles normes environnementales, risquent de constituer des obstacles aux exportations algériennes. Un programme d'accompagnement et d'adaptation aux exigences du marché européen est donc nécessaire pour permettre aux entreprises algériennes d'y accéder dans des conditions plus favorables.

Vers un nouveau pacte euro-méditerranéen ?

Au-delà des aspects économiques, cette relance du dialogue pourrait s'inscrire dans le cadre d'un « nouveau pacte pour la Méditerranée », évoqué par M. Ermacora lors de sa visite. Il s'agirait de poser les bases d'une coopération renforcée intégrant les enjeux de sécurité, d'énergie et de migration, tout en favorisant une approche gagnant-gagnant entre l'UE et l'Algérie.

Conclusion

La visite de la délégation européenne à Alger marque une étape importante dans la redéfinition du partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne. Face aux mutations géopolitiques et aux défis économiques actuels, il devient impératif de mettre en place un cadre renouvelé, fondé sur un équilibre des intérêts et une coopération pragmatique. La révision de l'Accord d'Association pourrait ainsi offrir une opportunité de relancer les échanges et d'inscrire ce partenariat dans une dynamique plus durable et équilibrée.

(*) Senior Expert en développement économique, Numérique, Énergie et diplomatie économique

BOUMERDES

370 millions de DA pour renforcer les capacités des CET

Les centres d'enfouissement technique (CET) de la wilaya de Bouverdes ont été renforcés avec de nouveaux équipements acquis par la direction de l'environnement pour un montant de 370 millions DA, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya. Ces équipements ont été acquis dans le cadre du programme sectoriel décentralisé de la direction de l'environnement, a indiqué à l'APS, le directeur du secteur, Ali Aïouaz, en marge de la célébration de la Journée mondiale des zones humides placée, cette année, sous le slogan "Protéger les zones humides pour notre avenir commun". Parmi les équipements acquis, un bulldozer, un compacteur, un élévateur de déchets divers et une machine de tri des déchets recyclables, a-t-on indiqué de même source. Le directeur de l'environnement a fait savoir que ces équipements ont été destinés au Centre d'enfouissement technique des déchets ménagers et assimilés de Zaâtra (commune de Zemmouri) à l'Est de la wilaya, et au CET de Corso, au nord, relevant tous les deux de l'entreprise publique de gestion des CET. Ce matériel s'ajoute à d'autres équipements dont l'entreprise de gestion des CET a bénéficié récemment, à savoir, deux (2) bennes-tasseuses d'une capacité de quatre (4) tonnes, un tracteur équipé d'une remorque et une citerne d'eau d'une capacité de 3.000 litres.

EL TARF

Près de 160.000 oiseaux d'eau dénombrés du 23 au 30 janvier passé

Près de 160.000 oiseaux d'eau ont été observés à travers les zones humides de la wilaya d'El Tarf au cours de l'opération de dénombrement hivernal des oiseaux migrateurs menée du 23 au 30 janvier passé, a-t-on appris dimanche auprès des responsables du parc national d'El Kala.

Ces oiseaux migrateurs protégés par la loi appartiennent à 23 espèces et 8 familles avifaunes ont été recensés dans les cinq zones humides classées Ramsar du lac Tonga, lac Oubeira, lac El Mellah, lac des oiseaux et les marais de la Mekhada ainsi que dans les zones humides non-classées d'Ain Allem et les barrages Cheffia, Bouteldja, Bougous et Mexa, a précisé à l'APS Abdeslam Kerira, cadre de ce parc en marge de la célébration près du lac Tonga (El Kala) de la journée mondiale des zones humides (2 février) sous le slogan "protéger les zones humides pour notre avenir commun". Les principales espèces dénombrées par

le réseau des observateurs ont été la mouette rieuse, le morillon huppé, le canard siffleur, la sarcelle d'hiver, le flamant rose, la spatule royale, le héron cendré, la talève sultane, la foulque macroule et la grue, selon la même source. L'opération de dénombrement vise à établir une base de données de suivi des zones humides et des effectifs des oiseaux qui nidifient ainsi que de leur densité, a précisé le même cadre. La conservation des forêts d'El Tarf a organisé en cette occasion en coordination avec le parc national d'El Kala une journée d'information près du lac Tonga pour présenter les potentialités et ressources

écologiques de la région. Les forestiers ont animé une séance pratique sur les techniques d'observation des oiseaux d'eau en présence du wali, Mohamed Meziane et du président de l'APW Redjem Boussaha. Les écoliers lauréats du concours de dessin sur le thème des zones humides ont été honorés à l'occasion. Les zones humides d'El Tarf constituent un complexe de plus de 15.000 hectares unique en son genre au niveau du parc national d'El Kala qui forme la zone la plus importante et la plus diversifiée au niveau de la Méditerranée.

DÉLÉGATION DU MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE À ANNABA

Traitement de plus de 97% des requêtes en 2024

Plus de 97% des requêtes et des préoccupations reçues en 2024 par la délégation d'Annaba de la médiateur de la République ont été prises en charge et traitées, a-t-on appris dimanche auprès de cette délégation. Le délégué du médiateur de la République à Annaba, Amine Meslem, a précisé, au cours d'une conférence de presse au siège de la délégation, consacrée au bilan des activités de cette instance durant l'année 2024, que "dans le cadre des réunions de coordina-

tion avec les représentants des différents services administratifs et du conseil de l'exécutif local, la délégation a traité la plupart des 2.510 requêtes reçues". Les requêtes et les préoccupations exprimées sont principalement liées, selon M. Meslem, au foncier constructible, à l'assainissement du foncier agricole, aux permis de construire et à la régularisation des constructions achevées, ainsi qu'à d'autres questions en lien avec la prévention des accidents de la circulation et à la remise

en état du réseau d'éclairage public. Selon le délégué du médiateur de la République, "le niveau de prise en charge des préoccupations des citoyens et de différentes autres structures est appelé à s'améliorer à la faveur de l'adoption du système de numérisation dans la réception et le traitement des requêtes". Il a également ajouté, à ce propos, qu'un total de 115 doléances ont été reçues à travers le portail électronique de la délégation au cours de l'année écoulée (2024).

JIJEL

250 millions DA pour réaliser un centre de proximité de stockage de céréales à Bazoul

Une enveloppe financière estimée à 250 millions DA a été octroyée à la réalisation d'un centre de proximité de stockage de céréales dans la localité de Bazoul, dans la commune de Taher (wilaya de Jijel), a indiqué dimanche le chef de l'exécutif local, Ahmed Meguelati. Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection du

chantier de ce projet récemment installé, le wali a précisé que ce centre important d'une capacité d'entreposage de 5.000 quintaux auquel une enveloppe financière de 250 millions DA a été allouée contribuera à la concrétisation de la stratégie de l'Etat relative à "la consolidation des capacités nationales de stockage de céréales". La réalisation de ce centre inter-

vient en parallèle à celle du projet de silos à céréales d'une capacité d'un million quintaux dans la même localité, a ajouté le wali insistant sur l'impératif respect des délais contractuels et de l'intensification des efforts pour réceptionner le projet au cours du premier semestre 2025 à la veille de la campagne de moisson-battage surtout que tous les services techniques et adminis-

tratifs ont été mobilisés pour lever toute entrave à la réalisation de ce projet. Les travaux de réalisation de ces silos à céréales lancés dernièrement ont été confiés à une entreprise chinoise avec des délais de 24 mois à partir de janvier 2025, a indiqué à l'APS le directeur des services agricoles (DSA), Bilal Chenouia qui a expliqué le choix de Bazoul pour la concréti-

sation de ces projets par nombre de facteurs dont sa proximité du port de Djen Djen, de la pénétrante autoroutière Djen Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif), l'existence d'une voie ferroviaire et sa position en point de jonction entre plusieurs wilayas productrices de céréales dont Sétif et Mila.

TINDOUF

L'unité de traitement primaire de la mine de fer de Gara Djebilet enregistre un «avancement notable» des travaux

Les travaux de réalisation de l'unité de traitement primaire de la mine de fer de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf) enregistrent un "avancement notable", a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'énergie et des mines (DEM). L'avancement des travaux de réalisation de l'unité de traitement primaire

de la mine de fer de Gara Djebilet est estimé à 20 %, a précisé le directeur du secteur, Mustapha Benabdelkader, signalant que le premier lot d'équipements de cette infrastructure est actuellement au stade des procédures douanières au niveau du port d'Oran. Concernant le raccordement de l'unité et de la base de vie au réseau électrique

depuis la localité de Gara Djebilet, située à 25 km, le même responsable a fait savoir que les travaux sont réalisés à 40 %. Et d'ajouter que l'opération d'alimentation en eau de l'unité, pilotée par la direction locale de l'hydraulique et portant sur la réalisation de 44 km de canalisations pour le transfert des eaux

à partir des forages à travers la région, a atteint un taux d'avancement de 30%. Plus de 425.000 tonnes de minerai de fer extraites de la mine de Gara Djebilet ont été stockées avant d'être transportées vers l'unité de traitement primaire, dont la réception est prévue dans quelques mois, a-t-on encore signalé de même source.

En 2025, la France et l'Europe face à des problèmes économiques inédits

La France démarre l'année sans budget; l'UE s'interroge sur l'avenir de son industrie automobile et se demande ce que Donald Trump va sortir de sous sa casquette: bien malin qui peut prévoir à quoi va ressembler l'année qui s'ouvre.

1^{ère} partie



Par Gérard Horny

L'allocution télévisée du président de la République du 31 décembre a été, cette fois, d'une exceptionnelle brièveté. Il ne faut pas s'en étonner. Emmanuel Macron ne pouvait faire des promesses qu'il n'est plus en son pouvoir de tenir et la politique du nouveau gouvernement de François Bayrou reste à définir. Il faudra attendre la déclaration de politique générale du 14 janvier pour en savoir un peu plus. La première des priorités est l'adoption du budget 2025, espérée pour la mi-février. Selon les premières informations qui ont filtré de Bercy, ce texte serait moins rude que celui qui avait été prévu par le gouvernement de Michel Barnier. Alors que, selon les dernières estimations, le déficit a dû atteindre 6,1% du PIB en 2024, ce dernier se proposait de le ramener à 5% du PIB en 2025, ce qui représentait un effort considérable de l'ordre de 60 milliards d'euros compte tenu de l'évolution spontanée des dépenses et des recettes. Le gouvernement actuel envisagerait de le ramener plus modestement à 5,4% du PIB, ce qui aurait le double avantage d'être un peu moins douloureux tout en constituant un geste d'une ampleur suffisante pour satisfaire les règles européennes. Cette stratégie aurait l'inconvénient d'exiger un effort plus soutenu dans les prochaines années, mais ceux qui la défendent espèrent sans doute que le climat politique sera alors plus favorable... Cela suppose tout de même que plusieurs dizaines de milliards doivent être trouvés dès maintenant dans les recettes ou les dépenses. Or, les groupes parlementaires qui continuent de brandir la menace d'une censure du gouvernement

ont toujours les mêmes «lignes rouges» qu'ils ne veulent pas voir franchies. Les discussions vont encore être difficiles. Que va proposer François Bayrou à ses interlocuteurs? Jusqu'à présent, il ne s'est pas encore prononcé de façon claire sur ces sujets. Quand on l'interroge sur la façon de réduire le déficit budgétaire, il se montre très réticent sur les hausses d'impôt. De fait, les statistiques collectées par l'OCDE le confirment: la France est déjà la championne du monde des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), à 43,8% du PIB en 2023. Il ne paraît guère raisonnable d'aller très au-delà. Mais, sur les coupes possibles dans les dépenses, François Bayrou ne se montre guère plus disert. Apparemment, dans ses lectures ou celles de ses conseillers figurent les principes de Parkinson.

Haro sur la bureaucratie

Cyril Northcote Parkinson était un historien, auteur d'un ouvrage qui a fait un certain bruit en 1957 et qui développait une thèse déjà exposée dans un article de The Economist de 1955 sur ce qu'il est convenu maintenant d'appeler la loi de Parkinson. L'auteur partait du constat suivant: l'Empire britannique n'arrêtait pas de se réduire (indépendance de l'Inde, du Pakistan, etc.), et pourtant, le nombre de fonctionnaires chargés des colonies dans l'administration londonienne continuait à augmenter à un rythme rapide. Il y avait un problème. En y regardant de plus près, Cyril Northcote Parkinson a fait plusieurs constats. D'abord, un bureaucrate aime diviser les tâches, parce qu'il vaut mieux avoir des subordonnés que des rivaux. Et plus il augmente ses effectifs, plus il y a besoin de comités de coordination et

de communication même si les tâches à effectuer n'augmentent pas, car «les bureaucrates se créent mutuellement du travail». Ce qu'on peut observer ici laisse penser que cette thèse n'est pas dépourvue de fondement: le fait d'avoir créé une administration conséquente au niveau européen (environ 60.000 personnes) n'a rien changé au niveau national, et on a même rajouté des échelons dans les régions et les intercommunalités. L'on retrouve ce phénomène dans toutes les administrations, la santé, l'éducation, etc. D'ailleurs, depuis quelque temps, on recommence beaucoup à entendre parler de Parkinson. Il y a là, incontestablement, des gisements d'économies non négligeables. Mais, à moins de procéder «à la tronçonneuse» comme le président argentin Javier Milei le fait déjà ou comme Elon Musk promet de le faire aux États-Unis, cela nécessite de réétudier l'organisation des services et prend du temps. Les travaux de Parkinson sont utiles et méritent d'être rappelés périodiquement à l'attention des décideurs, mais ils ne permettent pas d'annoncer des économies se chiffrant à plusieurs dizaines de milliards d'euros dès l'année en cours.

Conjoncture morose en France et en Europe

Donc, si on veut aller vite, il va bien falloir rehausser quelques recettes et revoir certaines dépenses, quitte à faire des mécontents, que l'on essaiera de calmer en leur montrant que c'était bien pire avec Barnier... De fait, c'est le projet de budget en discussion au Sénat au moment de la chute du précédent gouvernement qui devrait servir de point de départ aux nouvelles discussions et être

un peu allégé. Quelle que soit l'issue exacte de ces travaux, relever des impôts ou réduire des dépenses, ce n'est pas très bon à court terme pour la croissance, alors que la situation actuelle n'est pas des plus brillantes. L'Insee le rappelle dans sa dernière note de conjoncture: «Le climat des affaires a chuté à l'été, une fois connue la dissolution, et il se maintient en deçà de sa moyenne de long terme depuis.» Le fait d'avoir enfin un budget mettra fin à l'incertitude, mais ne permettra pas de doper l'activité. Au niveau européen, la situation est moins confuse, mais n'est guère plus favorable, constate l'Insee: «La reprise qui s'esquissait depuis le début de l'année 2024 s'essouffle déjà et la convalescence se prolonge: les investissements sont plombés par des conditions de crédit restrictives tandis que les consommateurs, qui ont pourtant bénéficié d'importants gains de pouvoir d'achat à la faveur de la désinflation, hésitent encore à consommer et continuent de gonfler leur épargne.» Les prévisions de croissance sont modestes (1,3% cette année et 1,5% en 2026 pour la zone euro selon l'OCDE) et, surtout, le modèle sur lequel repose l'économie européenne est remis en cause. Les problèmes de l'industrie automobile en donnent une excellente illustration.

Bataille sanglante dans l'automobile

En ce domaine, l'Europe n'est pas seule à souffrir. Même en Chine, où des constructeurs encore à peine connus ici ont su développer de nouvelles technologies et s'approprient à conquérir le marché mondial avec leurs véhicules électriques, la bataille est sanglante.

(A suivre)

DÉPARTEMENT AMÉRICAIN DE L'AGRICULTURE

Baisse de production d'Orange en Égypte

L'orange est le principal agrume commercialisé dans le monde. Les contre-performances de la filière égyptienne, acteur majeur dans les échanges, affectent la disponibilité du fruit sur le marché international. Les échanges mondiaux d'oranges sont attendus à 4,7 millions de tonnes en 2024/2025, d'après les prévisions formulées par le Département américain de l'Agriculture (USDA) dans son dernier rapport sur le marché international des agrumes publié le jeudi 30 janvier. Le stock annoncé affiche un recul de 6 % soit 300 000 tonnes de moins que le volume enregistré au cours de la dernière campagne de commercialisation. Ces prévisions pessimistes interviennent dans un contexte où les expéditions en provenance d'Égypte, premier exportateur du fruit comptant pour environ 45 % des envois, devraient chuter de 15,2 % à 1,95 million de tonnes. Il faut préciser que l'Égypte est le seul pays du top 5 mondial, constitué de l'Afrique du Sud, des USA, de l'Union européenne et de la Turquie, où le volume des exportations est attendu en recul. D'après l'USDA, la situation en Égypte s'explique principalement par la réduction du volume disponible à l'export sur fond de baisse de la production locale qui devrait chuter de 12 % pour atteindre 3,7 millions de tonnes en raison de conditions météorologiques défavorables survenues lors de la floraison et de la nouaison des arbres. L'organisme américain estime que l'engouement pour la production de jus d'orange dans le pays, devrait aussi contribuer à la réduction des exportations du fruit sous forme fraîche. Il convient de noter que les incertitudes liées à l'approvisionnement en jus d'orange depuis le Brésil, principal producteur mondial, alimentent les tensions sur le marché international, où les prix de la denrée se maintiennent à des niveaux élevés depuis le début de l'année 2024. À titre indicatif, les données compilées sur le New York Intercontinental Exchange (ICE), principale bourse de négoce du jus d'orange concentré congelé, indiquent que le prix de référence de la denrée a augmenté de 56,2 % depuis le 2 janvier, clôturant à 479,6 \$ par livre (lb) le 30 janvier, soit environ 1057,34 \$ par kilogramme (kg). Dans un tel contexte, l'USDA s'attend d'ailleurs à une augmentation de 50 % des volumes d'oranges destinés aux usines de transformation en Égypte pour atteindre 450 000 tonnes en 2024/2025.

TUNISIE

Un plan de relance pour accélérer les projets en souffrance

Le gouvernement tunisien poursuit ses efforts pour débloquer 1 000 projets en souffrance, avec un montant global avoisinant les 15 milliards de dinars.

Cette initiative s'inscrit dans un cadre stratégique visant à dynamiser les investissements publics et privés, tout en associant les entreprises tunisiennes à leur exécution. Lors d'une intervention sur Express FM, Habib Dridi, directeur général chargé des grands projets à la présidence du gouvernement, a détaillé les mesures mises en place depuis 2022 pour accélérer la mise en œuvre des projets suspendus. L'adoption de l'arrêté n° 497 du 9 janvier 2024 a permis d'établir un cadre précis pour chaque institution publique, obligeant ces dernières à soumettre leurs projets stratégiques aux ministères de tutelle. Les blocages recensés concernent notamment : «Des problématiques foncières, Des difficultés financières, Des lenteurs administratives et des décisions retardées». Un comité supérieur technique, épaulé par des comités ministériels et régionaux, a été mis en place pour étudier les dossiers en profondeur et lever les obstacles entravant leur concrétisation.

80 % des dossiers en cours d'examen

À ce jour, 700 des 1 000 projets en attente ont été examinés, soit 80 % des dossiers de révisions exceptionnelles. Les décisions finales concernant ces projets sont en cours de traitement. Dans le cadre de cette nouvelle dynamique, une approche renforcée a été adoptée depuis octobre 2024, donnant davantage de responsabilités aux institutions publiques pour gérer directement la relance de leurs projets.



Parmi les projets en cours de relance, figure la rénovation du Parc des Sports de Manzeh. La préparation du programme fonctionnel général est en cours, en coordination avec le ministère de l'Équipement et de l'Habitat ainsi que le ministère de la Jeunesse et des Sports. Le gouvernement a également entrepris des démarches auprès de bailleurs de fonds internationaux, dans l'objectif de sécuriser un financement sous forme de prêts et de dons pour la modernisation de cette infrastructure sportive stratégique.

Des avancées malgré des défis administratifs

Si ces mesures sont bien accueillies par les acteurs du secteur, certaines difficultés persistent. Abdel Fattah Brahim, entrepreneur en travaux publics, a salué la mise en place de la circulaire n° 27 du 7 novembre 2024, qui introduit de nouvelles facilités dans la législation des marchés publics.

Toutefois, il a également relevé des lenteurs administratives et des difficultés d'application. Pour répondre à ces préoccupations, Habib Dridi a rappelé l'existence de mécanismes de recours permettant aux entreprises concernées de signaler tout blocage administratif et d'exiger une réponse rapide des autorités compétentes.

Les entreprises tunisiennes au cœur de la relance

L'un des objectifs prioritaires du gouvernement est de favoriser l'implication des entreprises tunisiennes dans la mise en œuvre des projets en souffrance. Pour ce faire, les sociétés locales pourront intervenir sous forme de consortiums ou en tant que sous-traitants, une mesure qui devrait booster l'économie nationale et créer de nouvelles opportunités d'emploi. Déjà, des paiements partiels ont été effectués aux entrepreneurs impliqués dans des projets en partenariat avec le ministère de l'Équipement, témoignant d'une volonté de concrétiser rapidement les engagements financiers liés à ces chantiers. Avec 15 milliards de dinars d'investissements en jeu, la relance de ces projets en souffrance constitue un levier essentiel pour la croissance économique de la Tunisie. En améliorant la gouvernance des investissements publics et en facilitant l'implication des entreprises locales, le gouvernement ambitionne de renforcer l'attractivité du pays et de créer une dynamique favorable au développement durable.

DANS LA RÉGION MENA

Le groupe saoudien STC est en tête des opérateurs de télécommunications

Selon une analyse de Forbes, le groupe saoudien STC est devenu le plus grand opérateur de télécommunications coté au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, avec une capitalisation boursière de 57,7 milliards de dollars au 28 janvier. Ce classement place STC devant Etisalat, Émirats arabes unis, également connu sous le nom de Mobily, Ooredoo Group du Qatar et Emirates Integrated Telecommunications Co. des Émirats arabes unis, qui complètent les cinq premières entreprises de télécommunications de la région en termes de valeur de marché. La capitalisation combinée de ces cinq entreprises s'élevait à 132 milliards de dollars, soit 84,7 % de la valeur totale du marché des 16 opérateurs de télécommunications cotés en bourse dans la région. Le prix de l'action de la STC a augmenté de 2 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 43,3 riyals saoudiens (11,6 dollars) le 28 janvier. Le 2 février, l'action a gagné 0,34 % pour s'échanger à 43,65 riyals saoudiens

à 12 h 30, heure locale. Selon les données de la Bourse saoudienne, la société a enregistré un bénéfice net de 11,23 milliards de SR au cours des neuf premiers mois de 2024, soit une augmentation de 2 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le bras financier du groupe, STC Bank, a récemment obtenu un certificat de non-objection de la Banque centrale saoudienne pour démarrer ses activités, devenant ainsi la première institution financière numérique agréée en Arabie saoudite. Cette validation s'aligne sur les objectifs du régulateur, qui sont la transformation numérique et le renforcement de la concurrence dans le secteur bancaire, tout en garantissant la stabilité financière. D'après Forbes, la base d'abonnés mobiles saoudiens de la STC a augmenté de 7,9 % en glissement annuel au cours des neuf premiers mois de 2024, atteignant 27,6 millions, tandis que les abonnés à la téléphonie fixe ont augmenté de 2,3 % pour atteindre 5,7 millions. En revanche,

STC Kuwait a vu son nombre d'abonnés mobiles diminuer de 4,2 % pour atteindre 2,3 millions à la fin du troisième trimestre. Le Fonds d'investissement public d'Arabie saoudite détient une participation de 62 % dans le groupe STC. Parmi les rivaux régionaux, e& détient la deuxième plus grande capitalisation boursière avec 41,1 milliards de dollars, tandis que Mobily se classe troisième avec 12 milliards de dollars. Le cours de l'action Mobily a augmenté de 14,5 % en glissement annuel pour atteindre 58,4 SR au 28 janvier, avec un bénéfice net en hausse de 43 % pour atteindre 2,12 milliards SR pour les neuf premiers mois de 2024. Le nombre d'abonnés de la société a également augmenté de 1,5 % pour atteindre 11,7 millions. Le groupe Ooredoo se classe quatrième avec une capitalisation boursière de 11,4 milliards de dollars, suivi par Emirates Integrated Telecommunications avec 9,8 milliards de dollars.

CACAO

ECOM sécurise 230 millions \$ de la SFI pour ses activités en Afrique de l’Ouest

La SFI estime que ce financement contribuera à stabiliser la chaîne d’approvisionnement et à encourager d’autres acteurs du secteur à renforcer leurs engagements en matière de durabilité, alors que la demande pour le cacao durable, notamment sur les marchés européens, est devenue un enjeu stratégique pour l’industrie ; surtout avec l’entrée en vigueur prochaine du règlement européen sur la déforestation importée (EUDR).

Le négociant en matières premières agricoles, ECOM Agroindustrial, a obtenu un financement de 230 millions de dollars de la Société financière internationale (SFI), destiné à soutenir ses opérations de négoce de cacao en Côte d’Ivoire et au Ghana. L’approbation de cette facilité a été donnée le jeudi 30 janvier 2025. Ce financement devrait permettre à ECOM de renforcer son bilan, de stabiliser ses volumes d’achats auprès des petits producteurs et d’intensifier ses investissements dans une chaîne d’approvisionnement durable en Côte d’Ivoire et au Ghana, deux des plus grands producteurs mondiaux du secteur. L’opération comprend un prêt principal de 200 millions de dollars renouvelable chaque année sur une période de quatre ans, ainsi qu’un prêt subordonné de 30 millions de

dollars renouvelable après deux ans. ECOM, qui opère dans 40 pays, est l’un des principaux acteurs du commerce mondial du café, du cacao et du coton. L’entreprise, dont le siège est basé en Suisse, est spécialisée dans l’approvisionnement en matières premières, leur transformation primaire et leur distribution vers les fabricants de produits de grande consommation. En Côte d’Ivoire et au Ghana, pays qui représentent à eux seuls plus de 60% de la production mondiale de cacao, ECOM a mis en place une chaîne d’approvisionnement traçable et certifiée. Lors de la campagne 2023-2024, le groupe a acheté près de 150 000 tonnes de fèves, dont 68% provenaient de communautés bénéficiant de ses programmes d’appui. Le financement de la SFI intervient alors que le secteur du cacao en Afrique de l’Ouest est sous pression pour améliorer ses

pratiques environnementales et sociales. L’institution financière internationale a précisé que son soutien s’accompagne d’un cadre strict qui garantit que les fèves achetées soient issues de filières certifiées, traçables et respectant les droits des travailleurs agricoles. La SFI dit avoir mené une évaluation approfondie des activités d’ECOM, notamment à travers des visites de coopératives en Côte d’Ivoire et des réunions avec les parties prenantes locales. En Côte d’Ivoire, premier producteur mondial de cacao, ECOM opère via sa filiale Zamacom, qui loue des entrepôts à San Pedro pour le stockage et l’exportation des fèves. Au Ghana, l’entreprise s’appuie sur ses filiales Agroecom et Unicom Commodities, qui achètent le cacao directement aux producteurs avant de l’acheminer vers les ports d’exportation sous la supervision du Ghana Cocoa Board (COCOBOD).

ZIMBABWE

Le changement climatique coûtera 12% du PIB par an

La sécheresse de 2023/24 a provoqué une chute de 60% des rendements de maïs au Zimbabwe, engendrant des pertes économiques estimées à 363 millions de dollars, selon la Banque mondiale. Le changement climatique pourrait coûter jusqu’à 12% du produit intérieur brut (PIB) par an au Zimbabwe, a indiqué la Banque mondiale dans son dernier rapport sur la situation économique du pays. Ce qui pourrait compromettre les ambitions du gouvernement de porter la production agricole à 12,5 milliards de dollars.

Selon le rapport, le changement climatique amplifie la fréquence et l’intensité des sécheresses liées au phénomène El Niño-Oscillation australe (ENSO), compromettant la production agricole et la sécurité alimentaire dans le pays. La sécheresse de 2023/24, exacerbée par El Niño, a provoqué une baisse de 60% du rendement de maïs et des pertes économiques estimées à 363 millions de dollars, entraînant une réduction de 3,2% du PIB et un déficit budgétaire aggravé de 0,9% du PIB, a souligné la Banque. L’agriculture contribue à hauteur de 17% au PIB et de 40% aux exporta-

tions. Elle emploie 70% de la population, rappelle l’institution de Bretton Woods. Toutefois, sa forte dépendance aux précipitations rend le pays particulièrement exposé aux aléas climatiques. Pour limiter ces impacts, la Banque mondiale préconise une approche combinée, alliant adaptation climatique et anticipation des chocs. Elle suggère de réorienter les subventions agricoles vers des initiatives durables, telles que l’irrigation, la gestion des ressources hydriques et la recherche, afin de renforcer la résilience du secteur. Parallèlement, elle recommande la mise en place

d’un fonds climatique ainsi que l’élargissement des transferts monétaires pour mieux protéger les populations vulnérables face aux aléas climatiques. « Pour renforcer la résilience du Zimbabwe aux chocs climatiques et au changement climatique, une double approche est essentielle, impliquant des investissements substantiels dans l’adaptation au changement climatique et le renforcement des mesures d’anticipation », explique Easter Chigumira, spécialiste senior de l’agriculture à la Banque mondiale.

SÉNÉGAL

Dakar adopte un cadre réglementaire pour dynamiser l’écosystème des start-up

Adopté cinq ans après le vote de la loi sur la création et la promotion des start-up, le décret d’application établit un cadre réglementaire pour ces entreprises innovantes. Il intègre une série de mesures incitatives conçues pour stimuler leur développement et accélérer leur croissance. Au Sénégal, le Conseil des ministres, réuni le mercredi 29 janvier 2025, sous la présidence de Bassirou Diomaye Faye, a examiné et adopté le décret d’application de la loi du 6 janvier 2020 portant création et promotion des start-up. Avec ce décret, les jeunes entreprises innovantes du pays exerceront désormais dans un cadre réglementaire clair, offrant un environnement propice à leur croissance. Cette réglementation définit les critères d’éligibilité au statut de start-up, encadre leur création et met en place un ensemble de mesures incitatives consenties à leur endroit : accès aux financements, exonérations fiscales, accompagnement institutionnel, renforcement des capacités, prise en charge partielle des cotisations sociales. Si certains pointent du doigt le retard pris dans l’adoption de cette réglementation, tous s’accordent à reconnaître qu’elle constitue une mesure concrète visant à accélérer l’essor et la compétitivité des jeunes pousses sénégalaises. En 2024, les entreprises technologiques du pays de la Teranga ont levé 36 millions de dollars en financement par equity, se positionnant au 8^e rang en Afrique, selon Par-tech Africa. Un bon début, mais loin du quatuor de tête, Nigeria, Afrique du Sud, Egypte et Kenya. Avec cette avancée réglementaire, le Sénégal envoie un signal fort pour les entrepreneurs en quête d’opportunités et de soutien.

RDC

Les productions de cuivre et de cobalt de Glencore ont baissé en 2024

Glencore fait partie des principales compagnies productrices de cuivre et de cobalt au monde. En République démocratique du Congo, elle exploite les mines Kamoto et Mutanda, qui ont produit 241 500 tonnes de cuivre et 38 800 tonnes de cobalt en 2023. En République démocratique du Congo, la production combinée de cuivre des mines Kamoto Copper (KCC) et Mutanda a atteint 224 500 tonnes en 2024. C’est ce que révèle Glencore dans son rapport annuel de production publié le jeudi 30 janvier, indiquant ainsi une baisse de 7% par rapport aux 241 500 tonnes enregistrées en 2023. D’après le document, un recul s’ob-

serve aussi sur le segment cobalt, où les volumes extraits ont atteint 35 100 tonnes contre 38 800 pour l’exercice précédent. Les faibles concentrations de minerais constatés au niveau des deux sites et les arrêts de production imprévus à l’usine de Kamoto sont les principales causes citées par la compagnie pour expliquer ces contre-performances. Elle révèle néanmoins avoir atteint ses prévisions globales pour l’année. En effet, la quantité globale de cuivre qu’elle a produite est de 951 600 tonnes (incluant ses mines hors de la RD Congo), ce qui entre dans la fourchette de 950 000 à 1,01 million t préalablement annoncée. Il en est de même pour le cobalt où les volumes

ont atteint 38 200 tonnes, un résultat supérieur à la bande inférieure de l’intervalle de production fixé à entre 35 000 à 40 000 tonnes. Ces chiffres traduisent néanmoins une baisse par rapport à 2023, où 1,01 million de tonnes de cuivre et 41 300 tonnes de cobalt avaient été déclarées. Glencore annonce par ailleurs ses prévisions de production pour la période 2025-28 pour le 19 février prochain. Le document pourrait aider à déterminer ses perspectives 2025, notamment à Kamoto et Mutanda. Ceci dans un contexte où les prix du cuivre et du cobalt restent instables. Alors qu’il oscille autour de 8800 \$ actuellement sur le marché, le cours du métal rouge est en prise à des in-

certitudes liées aux politiques énergétiques et tarifaires prônées par le président Donald Trump aux USA, ainsi qu’à l’état de l’économie chinoise, comme souligné dans un récent article d’Agence Ecofin. Evoluant dans une dynamique baissière sur fond d’offre mondiale excédentaire, le cours du cobalt est également scruté de près, alors que le chinois CMOC prévoit encore une production élevée en 2025 (110 000 à 120 000 t). D’un autre côté, rappelons que Glencore est impliqué dans un contentieux fiscal en RDC, dans le cadre duquel l’Etat réclame 895 millions USD de redevances impayées à Kamoto Copper. D’après les informations disponibles, l’affaire n’est pas encore résolue.

BOURSE ZURICH

Ouverture attendue en net repli

La Bourse suisse devrait entamer la semaine dans le dur, après la pause du week-end qui a vu le président américain Donald Trump relancer sa guerre commerciale, imposant des taxes douanières à des produits canadiens, mexicains et chinois. Les investisseurs redoutent désormais une dégradation de l'économie mondiale.

Les principaux indices américains avaient déjà achevé la séance de vendredi en baisse, après la publication d'un taux d'inflation en hausse et le démenti de la Maison Blanche que le président Trump retardait les droits de douane d'un mois, observe John Plassard, de Mirabaud Banque. Nvidia a perdu 3,7 % sur fond d'inquiétudes persistantes quant à l'impact que pourrait avoir la start-up chinoise spécialisée dans l'intelligence artificielle Deepseek sur les valorisations technologiques. Le président Trump vient de déclencher une nouvelle vague de droits de douane sur le Canada, le Mexique et la Chine, marquant ainsi une escalade dans sa stratégie économique intransigeante. "Le soft power n'est plus de mise. La puissance dure est de mise", poursuit l'expert. Ces droits de douane ne sont pas de simples ajustements commerciaux: il s'agit d'une déclaration de guerre économique destinée à forcer les principaux partenaires commerciaux des États-Unis à se plier à la volonté de Washington.

L'EUROPE ATTENDUE EN FORTE BAISSERdiv>La guerre commerciale inquiète

Les principales Bourses européennes sont attendues en net repli lundi à l'ouverture, Donald Trump ayant pris samedi une décision peut-être "douloureuse" en imposant des droits de douanes au Mexique, au Canada et à la Chine. Les contrats à terme suggèrent une ouverture en recul de 2,3% pour le CAC 40 parisien, contre 1,29% pour le FTSE à Londres, 2,09% pour le Dax à Francfort, et 2,32% pour le Stoxx 600. Les marchés européens ne sont pas les seuls concernés puisque les contrats à terme sur Wall Street accusent également une forte baisse. Les contrats à terme sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture du Dow Jones en baisse de 1,45%, tandis que le Standard & Poor's 500 déclinerait de 1,83% et le Nasdaq de 2,3%. Les produits canadiens et mexicains importés aux Etats-Unis seront taxés à hauteur de 25%, tandis que 10% de droits de douane supplémentaires seront imposés aux importations en provenance de Chine. Les tarifs seront imposés à partir de mardi et les trois pays ciblés ont d'ores et déjà prévenu qu'ils prendraient des "contre-mesures". "Est-ce que ça va être douloureux ? Oui, peut-être (et peut-être pas)", a commenté sur les réseaux sociaux Donald Trump, sans expliciter ses propos. Le renchérissement des importations, en parti-

Dans cette nouvelle ère, Trump ne négocie pas; il dicte les termes, et les marchés mondiaux se préparent à en subir les retombées. Cependant, les États-Unis pourraient aussi en subir les contrecoups, ajoute M. Plassard. Du côté des premières informations macroéconomiques du jour, la croissance de l'activité manufacturière en Chine a ralenti en janvier pour le deuxième mois consécutif au point de frôler la contraction. L'indice d'activité des directeurs d'achat (PMI), calculé par le cabinet S&P Global et le média économique chinois Caixin, est descendu à 50,1 points en janvier, contre 50,5 en décembre. Ce chiffre est à peine supérieur au seuil de 50 points qui indique une expansion de l'activité. Ce lundi, les investisseurs se pencheront encore sur les PMI manufacturiers en Europe, en Suisse et aux États-Unis, ainsi que l'inflation en zone euro. Du côté de la Bourse suisse, le SMI se préparait à entamer une séance difficile, l'indice phare chutant de 1,58% à 12'398,14 points peu avant 08h15, selon les calculs avant-

culier énergétiques, fait par ailleurs craindre une reprise de l'inflation outre-Atlantique, ce alors que la Réserve fédérale a maintenu mercredi dernier ses taux inchangés face à un rythme toujours trop élevé de hausse des prix. "Cette véritable déclaration de guerre commerciale, envers notamment des pays alliés et partie prenante d'un accord de libre-échange, marque une rupture dans les relations commerciales. Tous les pays concernés seront négativement impactés par cette brutale hausse de droits de douane", commente Sylvain Bersinger, chef économiste chez Asterès. "Si ces droits de douane sont mis en place, ils représenteront selon nous le plus grand choc sur le commerce mondial depuis l'effondrement de Bretton Woods. Nous prévoyons des conséquences récessionnistes immédiates pour certaines des économies concernées et des répercussions négatives à grande échelle sur l'économie mondiale", abonde George Savellos, responsable de la recherche sur les changes chez Deutsche Bank. La zone euro n'a pas été ciblée par Donald Trump qui a toutefois prévenu vendredi qu'il imposerait "absolument" des droits de douane aux importations en provenance du bloc. Lundi, les investisseurs demeureront attentifs à la publication de l'inflation préliminaire en zone euro pour janvier, ainsi qu'aux résultats attendus de part et d'autre de l'Atlantique, dont ceux d'UBS.

Bourse de la banque Julius Bär. Les vingt valeurs constitutives de l'indice phare se paraient de rouge, Logitech (-4,0%) héritant de lanterne de la même couleur. Le géant genevois du luxe Richemont (-2,7%), le numéro un bancaire helvétique UBS lâchait pour sa part 2,2%. Les trois poids lourds de la cote, à savoir le bon Roche et les nominatives Novartis et Nestlé, se montraient à peine plus résistantes, affichant tous trois un repli de 1,3%. Lonza (-0,8%) se montrait le plus solide, alors que la Banque Barclays et Julius Bär ont relevé leur objectif de cours du titre du sous-traitant pharma bâlois, Goldman Sachs l'abaissant en revanche.

Le chimiste zougois de la construction Sika (-1,6%) a fait part de l'acquisition pour un montant non dévoilé Elmich Pte, un fournisseur de toitures et de surfaces végétalisées pour les espaces urbains, basé à Singapour. Le géant zurichois de l'électrotechnique ABB (-1,6%) a achevé le programme de rachat d'actions lancé en avril 2024. Hors SMI, Julius Bär abandonnait 3,5%. Le gestionnaire de fortune Julius Bär a repris du poil de la bête l'année dernière, après avoir été pénalisé par l'affaire Signa en 2023. Mais face à des coûts en hausse, le nouveau patron veut serrer encore davantage la ceinture.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 03 Février 2025 Valeur : 05 Février 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.1497	136.1647
1	EUR	EURO		139.0905	139.1195
1	GBP	POUND STERLING		167.1574	167.2785
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4324	87.4476
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7741	18.7795
1	CHF	SWISS FRANC		148.0049	148.1339
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.5307	92.5598
1	DKK	DANISH KRONE		18.6397	18.6435
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.0922	12.0956
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		11.8905	11.8953
1	AED	UAE DIRHAM		37.0647	37.0748
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.2979	36.3048
1	KWD	KUWAITI DINAR		440.1866	440.5199
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.3569	42.7826
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5638	13.5653
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6082	27.7496
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.4209	3.4316
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5185	177.5185

BOURSE DE PARIS

Plombée par les droits de douane de Trump

La Bourse de Paris reculait fortement à l'ouverture lundi, gagnée par l'inquiétude concernant l'impact sur l'activité économique mondiale des nouveaux droits de douane annoncés par Donald Trump aux États-Unis contre le Canada, le Mexique et la Chine. Le CAC 40 perdait 1,49% à 7.831,15 points, en baisse de 118,02 points. Vendredi, l'indice vedette parisien avait grappillé 0,11% à 7.950,17 points. "L'aversion au risque est au plus haut, après que Donald Trump a imposé des droits de douanes (...), une décision qui se retournera certainement contre lui et finira en catastrophe pour tout le monde", a estimé Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquotebank. Le président américain a mis samedi

à exécution sa menace de s'en prendre aux trois principaux partenaires commerciaux des États-Unis, en imposant 25% de droits de douane sur les produits provenant du Canada et du Mexique, et 10% supplémentaires à ceux déjà existants sur les produits chinois. "Les investisseurs craignent que cette guerre commerciale ne se traduise par une nette dégradation de l'économie mondiale", a commenté John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. Donald Trump a certes annoncé qu'il allait discuter lundi matin avec le Premier ministre canadien démissionnaire Justin Trudeau ainsi qu'avec le gouvernement mexicain. Mais il a aussi estimé qu'il pourrait tout aussi bien ajouter de nouveaux

droits de douanes en réponse aux représailles annoncées par Ottawa durant le week-end. Samedi, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a annoncé 25% de droits de douane sur les produits américains, pour un total de 155 milliards de dollars canadiens (102 milliards d'euros). "Un bouleversement massif du commerce mondial se profile à l'horizon, et les répercussions pourraient frapper durement les marchés, les chaînes d'approvisionnement et la croissance mondiale", a résumé Stephen Innes, analyste de SPI Asset Management. Dans ce contexte, les emprunts d'État, valeurs refuge, étaient recherchés en Europe, faisant reculer les taux d'intérêt. Le taux à dix ans fran-

çais atteignait vers 8H50 GMT 3,17%, contre 3,20% vendredi en clôture. L'automobile plonge Les valeurs du secteur automobile sont particulièrement touchées, dans la mesure où les États-Unis sont un marché important pour la branche. "C'est l'un des secteurs les plus visés par les droits de douanes et il faut ajouter à cela que beaucoup de constructeurs (...) ont fait des États-Unis un marché prioritaire", explique à l'AFP Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Pictet AM. "Les États-Unis sont un relais de croissance pour les Européens, chez qui le marché domestique est atone", a-t-il poursuivi. De plus, les

entreprises européennes du secteur "ne sont pas en mesure de concurrencer les chinoises, bien plus compétitives sur les marchés asiatiques", rendant le marché américain d'autant plus important pour les groupes du Vieux continent, a poursuivi M. Dembik. Vers 08H50 GMT, Stellantis plongeait de 6,11% à 12,17 euros et Renault perdait 2,07% à 48,65 euros. Les équipementiers Forvia (-9,76% à 9,14 euros) et Valeo (-6,95% à 10,07 euros) dévissaient. Le fabricant d'emballage en verre Verallia chutait de 6,04% à 28,00 euros, après un communiqué du groupe brésilien BWGI, qui détient actuellement 28,8% de son capital, annonçant sa volonté de mener une offre publique d'achat sur les actions de l'entreprise sans retrait de la cote.

ETATS-UNIS

L'inflation accélère trois mois de suite à un taux plus fort qu'en Europe

La hausse des prix à la consommation a rebondi à 2,6% sur un an contre 2,4% un mois plus tôt, selon l'indice PCE publié par le département du Commerce qui sert de référence à la Réserve fédérale américaine.

L'inflation a accéléré pour le troisième mois d'affilée en décembre aux Etats-Unis, selon des données officielles publiées vendredi, et alors que les prix risquent d'être secoués par les droits de douane promis par le président Donald Trump. Le chef de l'Etat a affirmé qu'il voulait imposer dès le 1er février 25% de droits de douane sur les produits provenant du Canada et du Mexique, et 10% de taxes additionnelles à l'égard des produits chinois. Ce genre de mesures, associées aux baisses d'impôts qu'il souhaite aussi prolonger et amplifier, sont de nature à relancer l'inflation dans le pays, s'accordent de nombreux experts. Le mois dernier, l'inflation a rebondi à 2,6% sur un an contre 2,4% un mois plus tôt, selon l'indice PCE publié par le département du Commerce qui sert de référence à la Réserve fédérale américaine (Fed) pour savoir si la première économie mondiale se rapproche de sa cible de 2%.

"Têtu"

Sur un mois, l'inflation a aussi accéléré, à +0,3%, contre 0,1% en novembre, une hausse conforme au consensus des analystes compilé par MarketWatch. L'indice PCE de l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire excluant les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, a aussi accéléré sur un mois (+0,2% contre 0,1% en novembre) mais est resté stable sur un an à 2,8%, là aussi conformément aux attentes des analystes. Le manque de progrès sur l'inflation

pourrait conforter la banque centrale américaine dans l'idée qu'il lui faut encore patienter avant de diminuer ses principaux taux directeurs, surtout en l'absence de signes de faiblesse du marché du travail et d'essoufflement de la consommation. Mercredi, la Fed a décidé à l'unanimité de laisser ses taux inchangés, déclenchant les foudres du président Donald Trump qui veut les voir diminuer "immédiatement". "Si votre mesure de référence augmente, la dernière chose que vous aurez l'idée de faire, c'est de baisser les taux", surtout "comme la consommation se porte bien", avait déclaré jeudi à l'AFP Dan North, économiste pour Allianz Trade North America. Lors de sa réunion de décembre, la Fed avait indiqué qu'elle envisageait deux baisses de taux, d'un quart de point chacune, en 2025. L'inflation étant "têtu", "on considère qu'il pourrait n'y avoir plus qu'une baisse cette année", avait estimé Dan North, ajoutant que "la balance pourrait finalement pencher vers zéro".

En bonne voie pour atteindre 2%

Pour Kathy Bostjancic, chef économiste chez Nationwide, la tendance est toujours au ralentissement de l'inflation sur une plus longue période, "en particulier grâce à l'inflexion des prix des loyers". Toutefois, souligne-t-elle dans une note, ce mouvement pourrait être mis à mal par des droits de douane qui renchériraient le prix des biens. Toute dépendra "de leur ampleur et de leur durée", ajoute-t-elle. Le président de la Fed de Chicago, Austan Goolsbee, a reconnu vendredi, lors d'une interview sur la chaîne CNBC, qu'il y avait une "grande incertitude politique" pour la suite, tout en refusant de faire des conjectures sur ce qui pourrait effectivement se passer. En attendant, il considère que le pays est toujours en bonne voie pour rattraper la cible de 2% d'inflation, ce qui plaide selon lui pour des taux "relativement plus bas".

Trump promet des droits de douane sur les produits européens «très bientôt»

Le président américain a de nouveau visé ce dimanche le Vieux continent. Le milliardaire accuse l'Europe de «profiter» des États-Unis. Le président américain Donald Trump a assuré dimanche que les produits européens seront «très bientôt» à leur tour visés par des droits de douane, après ceux qu'il a imposés sur les produits provenant du Canada, du Mexique et de la Chine. «Ils profitent réellement de nous vous savez, on a un déficit de 300 milliards de dollars. Ils ne prennent ni nos voitures ni nos produits agricoles, quasiment rien et nous prenons tous, des millions de voitures, des niveaux énormes de produits agricoles», a-t-il expliqué à la presse, «je n'ai pas de calendrier mais c'est pour très bientôt».

EUROPE

La BCE n'est pas tout à fait prête à réduire ses taux

Les taux d'intérêt de la Banque centrale européenne peuvent encore baisser en raison de la faiblesse de la croissance et du ralentissement de l'inflation, mais l'incertitude est si grande qu'il serait irréaliste de donner des indications plus précises sur les taux, a déclaré lundi le responsable politique slovaque Peter Kazimir. La BCE a abaissé les coûts d'emprunt pour la quatrième réunion consécutive jeudi dernier et a laissé la porte ouverte à un nouvel assouplissement, arguant que l'inflation est en bonne voie pour atteindre son objectif de 2 % et que les dernières inquiétudes persistantes concernant les prix devraient bientôt disparaître. Les marchés ont pleinement intégré

une nouvelle baisse le 6 mars et les décideurs politiques qui ont parlé à Reuters sous le couvert de l'anonymat ont déclaré que la véritable discussion sur une pause potentielle ne pourrait commencer qu'en avril, étant donné que la prochaine baisse ne fait pas l'objet de controverse. Bien que M. Kazimir n'ait pas approuvé la décision du mois de mars, ses commentaires de lundi semblaient se concentrer sur les mesures à prendre après cette réunion. "Les prévisions actualisées combinées aux données entrantes sur l'inflation des services et l'évolution des salaires nous aideront à déterminer ce qui se passera en avril et au-delà", a déclaré M. Kazimir dans un billet de blog. "D'où la nécessité de

rester totalement flexible, prudent et de se concentrer sur les données. Il a ajouté que la réduction de la semaine dernière avait rapproché la BCE de sa destination, mais qu'elle n'y était pas encore tout à fait parvenue. Les tendances de l'inflation, l'objectif principal de la banque, sont encourageantes, bien qu'il faille confirmer que la croissance des prix reste sur une trajectoire descendante, malgré les risques environnants, a ajouté M. Kazimir. L'inflation, qui s'élevait à 2,4 % en décembre, devrait rester proche de ce niveau au cours des prochains mois, mais une guerre commerciale potentielle avec les États-Unis assombrit les perspectives, étant

donné que les mesures de rétorsion sont susceptibles d'avoir également un impact sur les prix. "Il serait irréaliste d'attendre une feuille de route claire et à long terme dès maintenant", a déclaré M. Kazimir, qui siège au conseil des gouverneurs de la BCE chargé de fixer les taux d'intérêt. M. Kazimir a ajouté que la faiblesse de la croissance économique était préoccupante, mais que ce n'était pas une surprise puisque l'Union européenne est confrontée à des problèmes structurels profondément enracinés qui pèsent sur la production et qui ne seront pas résolus par une baisse des coûts d'emprunt.

TURQUIE

L'inflation a ralenti à 42,1% sur un an en janvier

L'inflation a ralenti en janvier en Turquie pour le huitième mois consécutif, à 42,1% sur un an contre 44,3% en décembre, selon les chiffres officiels publiés lundi. La hausse des prix à la consommation s'est accélérée à 5% sur un mois, contre 1% en décembre, selon l'institut statistique turc (Tüik),

qui n'a pas expliqué les causes de ce rebond mensuel. La flambée continue des prix concerne tout particulièrement l'éducation (+99,9%), le logement (+68,9%), les dépenses de santé (+55%) et l'hôtellerie et restauration (+49,2%). L'inflation avait dépassé les 75% en mai 2024 en glissement annuel, avant de ralentir à par-

tir de juin. Ce reflux a conduit la Banque centrale turque à baisser depuis décembre son principal taux directeur de 50% à 45%. Les chiffres officiels de l'inflation sont contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), pour qui la hausse des prix à la consommation s'élève à 81% en glissement annuel.

POUR STIMULER UNE ÉCONOMIE EN BERNE

L'Inde annonce des baisses générales de l'impôt sur le revenu

L'opération sera synonyme de 1.000 milliards de roupies (11,1 milliards d'euros) de recettes perdues pour le gouvernement selon la ministre des Finances Nirmala Sitharaman. L'Inde a annoncé samedi des baisses générales de l'impôt progressif sur le revenu, notamment destinées à la classe moyenne, dans une tentative de stimuler une économie lestée notamment par une consommation urbaine atone. "Le nouveau système va considérablement réduire les impôts de la classe moyenne et laisser plus d'argent entre ses mains, encourageant la consommation des ménages, l'épargne et l'investissement", a détaillé devant le Parlement la ministre des Finances Nirmala Sitharaman, lors de la présentation du budget 2025. Ceux touchant jusqu'à 1,2 million de roupies par an (13.366 euros) seront exemptés d'impôt sur le revenu, a-t-elle expliqué. Le seuil actuel de non-imposition est fixé à 700.000 roupies (7.795 euros). La tranche de revenus d'1,6 à 2,4 millions de roupies annuelles (17.812 à 26.718 euros) sera elle imposée à un taux de 20 à 25%, contre 30% en vertu du système établi en 2020 et toujours en vigueur. Le taux maximal de 30%, qui concerne à ce stade tous les revenus supérieurs à 1,5 million de roupies (16.696 euros), sera lui effectif au-dessus de 2,4 millions de roupies par an. "Les tranches et les taux sont changés à tous les niveaux pour bénéficier à chaque contribuable", le système indien étant progressif, s'est félicitée Nirmala Sitharaman. "La classe moyenne apporte de la vigueur à la croissance de l'Inde." Ralentissement de la croissance de 8,2% à 6,4% Les nouvelles règles doivent être présentées au Parlement au cours de la semaine à venir et s'appliquer sur l'année fiscale 2025-26 à débiter le 1er avril. L'opération sera synonyme de 1.000 milliards de roupies (11,1 milliards d'euros) de recettes perdues pour le gouvernement, d'après la ministre. La troisième économie d'Asie s'attend toutefois à un déficit budgétaire sur l'exercice en cours légèrement en deçà de ses prévisions de 2024, avec -4,8% contre -4,9% initialement pressentis. Mais cela devrait s'expliquer notamment par une réduction des dépenses d'exploitation. Le pays le plus peuplé au monde prédit cependant un ralentissement de sa croissance économique annuelle sur la période se terminant fin mars, avec 6,4% envisagés, contre 8,2% sur la période précédente. Il s'agirait de la progression la plus lente depuis la pandémie de Covid-19.

DONALD TRUMP A BEAU S'ACTIVER

Les marques américaines sont écrasées chez elles

Donald Trump veut un grand retour de l'Amérique, mais il a oublié qu'en matière d'automobile, les trois constructeurs historiques se sont faits écraser par les Japonais et certains Européens sur son propre sol.

"**M**ake America great again" : l'adage de Donald Trump peut-il fonctionner avec l'automobile ? A voir l'état des historiques de Detroit que sont General Motors, Chrysler et Ford, on est en droit de se poser la question. Le nouveau président américain, qui démarre son second mandat, a démarré sa campagne avec la signature de nombreux décrets. Parmi eux, certains visant à protéger l'Amérique du commerce extérieur jugé inéquitable. Europe, Asie, tous passeront désormais par des droits de douanes beaucoup plus élevés à l'exportation vers l'oncle Sam. Objectif : forcer tous ces industriels à s'installer sur place et à faire travailler les Américains. America First, sauf peut-être pour la distribution automobile puisque les trois grands groupes historiques se sont faits dévorer depuis quelques décennies.

Les Américaines ont disparu

La dégringolade a réellement débute juste après le choc pétrolier de 1974 pour GM, Ford et Chrysler qui représentaient encore l'écrasante majorité des ventes de voitures neuves aux Etats-Unis. Mais début des années 70, le vent tourne. Enlisés dans une politique de voitures gourmandes et plus vraiment raccord avec les prix galopants des carburants, les marques américaines se font petit à petit manger par les fabricants étrangers. A eux trois, leur part de marché passe de 83 % en 1970 à 74 % en 1980, puis 72 % en 1990 et 70 % en 2000. Mais à cette époque, les Japonais montent en puissance et volent la vedette aux américaines. En 10 ans, la part de marché du "big three" passe de 70 à 45 % ! En 2024, elle



tombe même à 38 %, malgré l'essor de Tesla qui ne représente finalement pas grand-chose (3,8 % pour le constructeur de véhicules électriques).

Japonaises, coréennes, européennes...
mais pas chinoises

Où sont passés les clients américains qui fréquentaient les concessions Ford, Chevrolet, GMC, Chrysler, Dodge et autres marques défunctes ? Chez les asiatiques. Toyota, en tête, a vite compris l'intérêt de développer des berlines et SUV robustes et économiques. Des segments que les Américains ont délaissé pour se concentrer sur les pick-up, où ils règnent encore assez largement. Donald Trump devra donc se montrer encore plus inventif pour convaincre les Américains d'acheter américain plutôt que japonais, coréen ou européen. En tout cas, le président a déjà trouvé la parade pour bloquer la voie aux voitures chinoises qui seront tout simplement interdites de territoire d'ici 2 à 4 ans avec la nouvelle réglementation en vigueur.

Surprise chez Porsche, signe de turbulences

Le conseil de surveillance du constructeur allemand a annoncé ces dernières heures le départ surprise de deux de ses dirigeants. Si même chez Porsche, fleuron du Groupe Volkswagen, les turbulences du marché "obligent" le conseil de Surveillance à prévoir "le départ anticipé à l'amiable" du vice-président du conseil d'administration, Lutz Meschke, et de celui du directeur des ventes de la marque, Detlev von Platen, c'est que l'automobile dans son ensemble se porte décidément mal.

Un très gros problème à venir ?

Car si la presse allemande fait état de divergences croissantes entre M. Meschke, qui est également directeur financier du constructeur de luxe, et le patron de Porsche, Oliver Blume, pour expliquer cette décision, la cause de ces tensions entre dirigeants tient d'abord à la chute des



ventes de Porsche en 2024, qui a subi un recul de 3% de ses livraisons dans le monde, et de... 28% en Chine, son premier marché, une baisse cependant à relativiser puisque 2024 reste la deuxième meilleure année de Porsche de l'histoire après l'année 2023 historique. Un

recul néanmoins encore plus important que chez VW, dont les ventes ont baissé dans le même temps de 1,4%. Quoi qu'il en soit, ces licenciements présagent d'un "très gros problème" pour Porsche et révèlent "la situation difficile de l'industrie automobile allemande" concurrencée par

la Chine, explique Ferdinand Dudenhöffer, expert du secteur automobile. Et ce ne sont pas les menaces du président américain Donald Trump d'augmenter les droits de douanes sur les importations européennes qui chasseront les nuages pour Porsche...

Dans le dur, l'équipementier Bosch exhorte l'UE !

Alléger les réglementations et favoriser l'investissement, tels sont les souhaits du leader des équipementiers automobiles. "Malgré tous ses efforts, Bosch non plus n'a pas été totalement épargné par l'évolution de la situation économique." A déclaré dans un dernier communiqué le PDG de Bosch Stefan Hartung. Et en effet, le résultat opérationnel annuel du groupe allemand a chuté d'un tiers sur un an, à 3,2 milliards d'euros, et son chiffre d'affaires a reculé de 1%, à 90,5 milliards d'euros, soit sous l'objectif de 92 milliards fixé en octobre. La marge opérationnelle de Bosch a quant à elle atteint 3,5%, très loin des 7% visés pour 2026.

Déjà 7 000 suppressions d'emplois

Dans son communiqué, Bosch a donc lancé un appel au secours, exhortant l'Union européenne et l'Allemagne à alléger les réglementations et à favoriser l'investissement, face à la baisse de la demande mondiale, de la flambée des prix de l'énergie et de la concurrence exponentielle des marques chinoises, rejoignant ainsi les fédérations patronales allemandes lesquelles ont manifesté en milieu de semaine dernière dans leur pays pour lancer un SOS face au déclin de l'économie allemande. Rappelons enfin que Bosch avait annoncé l'année dernière la suppression de 7 000 postes, notamment en Allemagne, touchant ses divisions automobile, outillage et électroménager.

MARK ZUCKERBERG DÉVOILE POURQUOI META A TARDÉ À CONTRER TIKTOK

«Nous ne pensions pas que c'était un réseau social»

Dans un enregistrement obtenu par Business Insider, Mark Zuckerberg reconnaît que Meta a sous-estimé TikTok. Le P-D.G. explique que l'entreprise a mal évalué la nature sociale de la plateforme. Il la comparait davantage à YouTube qu'à un véritable réseau social.

C'est ce qui s'appelle être à côté de la plaque. Un enregistrement d'une réunion interne de Meta révèle les raisons du retard pris par l'entreprise face à l'essor de TikTok. Mark Zuckerberg y admet une erreur d'appréciation stratégique pour le moins énorme.

Cette confession intervient alors qu'un employé l'interroge sur les risques de manquer d'autres innovations dans le secteur, notamment avec l'accent mis par Meta sur l'intelligence artificielle.

Une conception dépassée des réseaux sociaux

Meta a longtemps défini les réseaux sociaux selon des critères traditionnels centrés sur les interactions directes entre amis. « Quand je repense à TikTok, je pense qu'une partie de la raison pour laquelle nous avons tardé à l'adopter est que nous ne pensions pas que TikTok était un réseau social », déclare le cofondateur de Facebook dans l'enregistrement. L'entreprise a comparé TikTok à YouTube, en ignorant au passage sa dimension sociale. Cette vision restrictive a empêché Meta d'identifier à temps l'évolution des comportements

sociaux en ligne.

La plateforme a aussi mal interprété les nouvelles formes d'interactions sociales. Les utilisateurs partageaient massivement du contenu TikTok sur les messageries privées, un phénomène que Meta n'a pas su détecter malgré sa présence sur ses propres applications. « Comme nous étions trop dédaigneux, nous n'avons pas vu que les gens partageaient des vidéos TikTok dans des fils de discussion », admet le P-D.G. Voilà qui aura au moins le mérite d'être honnête et humble.

L'adaptation stratégique de Meta

L'entreprise tire des leçons de cette expérience pour son développement futur. Mark Zuckerberg insiste sur l'importance d'éviter une « vision trop étroite » de l'interaction sociale dans le contexte de l'IA. Meta prévoit d'intégrer des agents d'IA conversationnels dans les flux Facebook et Instagram pour créer des expériences plus immersives. La situation de TikTok aux États-Unis préoccupe également Meta. Un décret signé par Donald Trump accorde 75 jours à ByteDance pour se séparer de TikTok ou cesser ses activités sur le ter-



ritoire américain. « Nous n'avons aucun contrôle sur ce qui va arriver à TikTok », reconnaît Mark Zuckerberg. Pendant ce temps, Meta poursuit son expansion. Sa plateforme Threads a enregistré 20 millions de nouvelles inscriptions en décembre, avec 320 millions d'utilisateurs actifs mensuels.

Le P-D.G. met en garde ses équipes sur la nécessité de maintenir un équilibre entre innovation et consolidation des acquis. « Si nous ne parvenons pas à construire Facebook et la prochaine plateforme en même temps, alors, à terme, le jeu sera terminé », prévient-il. Il faut croire qu'on ne l'y reprendra plus.

Une majorité d'utilisateurs prêts à abandonner Java Oracle

La dernière version du rapport 2025 State of Java Survey & Report d'Azul Systems fait ressortir qu'à peine plus d'un client Java d'Oracle sur dix est susceptible de rester après les changements coûteux de licence opérés depuis janvier 2023. Les alternatives basées sur OpenJDK ont la cote. Les inquiétudes concernant la tarification Java d'Oracle restent un point très sensible pour de nombreuses entreprises. Tel est le constat du dernier rapport 2025 State of Java Survey & Report d'Azul Systems. Il faut dire que

depuis deux ans, les utilisateurs ont affronté plusieurs péripéties, du changement des conditions d'application de licence Java SE, à la hausse des prix, en passant par la multiplication des audits de licence. Ainsi, il ressort que 82 % des utilisateurs Java d'Oracle continuent d'exprimer un malaise à propos de sa structure de coûts - exactement le même pourcentage d'utilisateurs qui ont exprimé leur inquiétude lorsqu'Oracle a procédé à son dernier changement de prix en 2023. En outre, la part qui envisage de passer à une

autre JVM/JDK, comme celles basées sur OpenJDK, a fortement augmenté, passant de 72 % en 2023 à 88 % aujourd'hui. "Cette tendance souligne la volonté croissante des entreprises d'explorer des solutions Java alternatives qui offrent à la fois une rentabilité et une certitude en matière de prix, ce qui témoigne de l'insatisfaction à l'égard de la stratégie tarifaire d'Oracle", souligne l'étude.

Le coût en tête des raisons de migrer

Les cinq principales raisons invo-

quées pour envisager une migration loin de Java d'Oracle sont les suivantes : le coût (42%), la préférence pour les logiciels libres (40%), les tactiques de vente d'Oracle (37%), l'incertitude créée par les changements continus de la tarification et des licences (36%), et les politiques restrictives d'Oracle (33%). "Ces réponses soulignent que les entreprises recherchent de plus en plus des alternatives rentables, flexibles et transparentes à Oracle Java pour atténuer les risques financiers et opérationnels", indique l'étude.

POUR CONCURRENCER PERPLEXITY ET GEMINI

ChatGPT lance son outil de recherche ultra-puissant

OpenAI déploie Deep Research, un agent IA capable de produire des rapports complexes en quelques minutes. Une réponse directe à Google Gemini et Perplexity, mais avec un modèle d'abonnement dix fois plus cher que ses concurrents. La course aux agents IA spécialisés dans la recherche s'intensifie. Plus d'un mois après les annonces de Google sur Gemini, OpenAI riposte avec Deep Research pour ChatGPT. Cet outil, réservé aux abonnés Pro à 200 euros mensuels, promet de synthétiser des centaines de sources en un temps record. Un position-

nement haut de gamme qui interroge face à l'offre plus accessible de ses rivaux. Lancé ce 3 février 2025, « Deep Research » est une fonctionnalité intégrée à ChatGPT Pro, facturé 200 euros par mois. Cet outil s'adresse principalement aux professionnels des domaines de la finance, de la science, des politiques publiques et de l'ingénierie. Il permet d'analyser et de synthétiser des informations issues de centaines de sources en ligne pour produire des rapports approfondis. Selon OpenAI, cette solution peut accomplir en quelques dizaines de minutes ce qui nécessiterait plusieurs heures

de travail humain. Techniquement, « Deep Research » repose sur une version optimisée du modèle OpenAI o3, spécialisée dans la navigation web et l'analyse de données. Les utilisateurs peuvent soumettre des requêtes complexes accompagnées de fichiers comme des PDF ou des tableaux. L'outil génère ensuite un rapport structuré, intégrant citations et résumés explicatifs pour garantir la traçabilité des informations utilisées. Toutefois, cette première version reste limitée à 100 requêtes par mois et se concentre uniquement sur des sorties textuelles. OpenAI

prévoit d'ajouter prochainement des visualisations graphiques et l'accès à des bases de données internes pour enrichir les capacités analytiques du service. Le lancement de « Deep Research » place ChatGPT en confrontation directe avec Google Gemini, dont la fonctionnalité éponyme est incluse dans un abonnement à seulement 20 euros par mois. Gemini propose également des rapports détaillés en quelques minutes, mais se distingue par son intégration dans l'écosystème Google, facilitant l'accès aux données en temps réel via Google Search.

Cerebras héberge Deepseek aux US

Le spécialiste des puces IA a annoncé qu'il hébergeait le modèle de raisonnement R1 sur ses serveurs aux États-Unis. L'objectif est double pour la société américaine : rassurer et démontrer. En premier lieu, le modèle d'origine chinoise a suscité des inquiétudes sur la protection des données. Avec des serveurs localisés aux États-Unis, Cerebras répond à la problématique de localisation des données. Autre point, il démontre que ses puces sont une alternative crédible aux GPU avec un modèle d'IA optimisé comme celui de Deepseek.

Snowflake lorgne sur RedPanda

Selon The Information, le spécialiste du datastore serait en discussion pour acquérir RedPanda. Fondé en 2019, ce dernier propose une plateforme de streaming de données compatible Kafka. Il en concurrence direct avec Confluent. Snowflake pourrait l'intégrer afin de développer son offre autour de l'IA. Toujours selon le média américain, le montant de la transaction pourrait atteindre 1,5 Md\$.

Mots fléchés

Jeunes oiseaux	↓	Main-courante	↓	Territoire antique	↓	Beau violon	↓	Vibration	↓	Rythmerez	↓	Collent	↓
Sa capitale est Astana		Justicier masqué						Fleuve côtier				Se précipitées (se)	
	→		↓						↓	Vocifération	→		↓
										Période historique			
Sert à désigner	→			Eblouir		Ras	→				↓		
Ondula						Naissance de la ramure d'un cerf							
	→			↓		↓		Commune mayennaise	→				
								Fuselé					
Guéridons	→							↓	Paradis sur terre	→			
									Sans classement				
Lac des Pyrénées	→		Vivante	→						↓	Le lever du jour	→	
			Conductrices d'animaux								Indium		
Façonnée		Ville du Tchad	→			Surgir	→					Son jambon est connu	Porcheries
	→	Singe										↓	↓
						Lignes en retrait	→						
						Alcool pur							
Imploré		Station spatiale russe	→		Chaîne de télévision allemande	→					Parc animalier	→	
	→	Maux de dents											
				Evaluations	Dessinateur chez Martin	→				Général confédéré	→	Connu	→
												Colères passées	
Coins chauds	→			↓		Écrivain italien (Umberto)		Les meilleurs	→		↓		
Aînées								Petit ensemble de musique					
	→				Demeure	↓		↓		Longues périodes	→		
					Médecin spécialisé					Affluent du Congo			
Lettre grecque		Faux marbre	→		↓		Il y avait celle de l'or	→				Membranes des yeux	Reliquats
	→	Marque l'égalité										↓	↓
			Persiflage	→						Certain	→		
			Amérindiens							Monnaies			
Instruments de musique		Lutte mais aussi un art au Japon	→			Pronom personnel	→	Vague humaine	→			Exclamation méridionale	
	→	Trêves						Évêché normand				Butor	
						↓		↓				↓	
								Élans acquis des navires	→				
Petite classe		Ornements liturgiques	→							Affût	→		
	→									Admirateurs enjoués			
		Suite d'initiales	→					Humilia	→				
		Part						Mer anglaise					
Lui	→	↓	Île française	→				↓					Astate
Stupéfiés			Théâtre japonais										↓
	→		↓					Pénétrât	→				
Sculpteur du retable de l'église de Cracovie	→					Chiens au corps allongé	→						

Le Brent à près de 77 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient en hausse lundi, poussés par les droits de douane imposés par le président américain, Donald Trump, contre le Canada, le Mexique et la Chine, ce qui augmentent les coûts logistiques associés à l'exportation du pétrole. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 1,56% à 76,85 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, gagne 2,48% à 74,33 dollars. Le président des Etats-Unis a imposé samedi des droits de douane sur l'ensemble des produits provenant des trois premiers partenaires commerciaux du pays (Canada, Mexique, et Chine). Les droits sur le pétrole canadien, qui représente 60% des importations américaines de brut (près de quatre millions de barils quotidiens), seront mis en place à partir de mardi. Le pétrole a finalement été moins taxé que les autres importations, à 10% contre 25%.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 4 février 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RENOUVELLEMENT DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS

La CNR invite les retraités à privilégier les services numériques

La Caisse nationale des retraites (CNR) appelle les bénéficiaires d'une allocation ou d'une pension de retraite, nés en février, à renouveler leurs documents justificatifs durant ce mois, en privilégiant l'utilisation des services numériques mis à leur disposition à cet effet, indique lundi un communiqué de la Caisse. La CNR appelle les bénéficiaires d'une allocation ou d'une pension de retraite, nés en février, à renouveler leurs documents justificatifs durant ce mois, les invitant à privilégier l'utilisation des services numériques mis à leur disposition afin de renouveler leurs documents à distance, sans avoir à se déplacer dans les agences locales dont ils relèvent, en utilisant la plateforme mobile "RetraiteDz", lit-on dans le communiqué. Le renouvellement des documents pour les pensions directes s'effectuera par reconnaissance faciale (R-Face) afin de confirmer que le bénéficiaire de la pension directe est toujours en vie. Quant aux pensions transférées, les bénéficiaires devront confirmer leur identité via la reconnaissance faciale, puis scanner les documents requis (selon le cas) à l'aide de la caméra de leur téléphone et les télécharger directement via l'application. Après confirmation du succès de l'opération, une notification sera envoyée via l'application RetraiteDz confirmant la finalisation du renouvellement des documents justificatifs à distance, précise la même source.

UAR

Les assurances multirisques en pleine progression

Par Mourad A.

Pendant des décennies, l'assurance automobile a dominé le marché des assurances en Algérie. Cependant, ces dernières années, un changement significatif a eu lieu : le secteur des assurances multirisques a progressivement gagné du terrain et atteint une part de marché équivalente à celle des assurances automobiles. Cette évolution marque un tournant majeur pour l'industrie, qui adapte ses priorités et ses stratégies en fonction des besoins croissants des particuliers et des entreprises. En 2023, un phénomène marquant a été observé : les assurances automobiles, jusque-là leaders incontestés, ont vu leur position remise en question par les assurances multirisques, a indiqué Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale. Selon lui, cette évolution résulte de plusieurs facteurs, notamment l'enrichissement de l'offre et l'évolution des mentalités des assurés. « Les assurances multirisques, qui couvrent des risques variés tels que les incendies, les dégâts des eaux, ainsi que la protection des biens immobiliers et des biens professionnels, ont su séduire une nouvelle clientèle. Particuliers et entreprises recherchent désormais des solutions plus globales et flexibles », a-t-il expliqué.

En offrant une couverture plus étendue, ces produits ont su répondre à des besoins jusque-là insuffisamment pris en charge. En effet, bien que les assurances automobiles aient longtemps constitué le pilier du secteur, elles ne suffisent plus à satisfaire la demande croissante de solutions plus complètes, adaptées aux risques multiples. Selon Youcef Benmicia, la part des assurances multirisques a désormais égalé celle des assurances automobiles, marquant ainsi un changement dans les priorités des assurés. Ce phénomène est d'autant plus notable que les assurances multirisques ont connu une croissance continue, devenant un choix stratégique pour les particuliers et les entreprises désireuses de se protéger face à des risques divers. En Algérie, comme dans de nombreux autres pays, les chocs climatiques et les risques naturels deviennent de plus en plus fréquents. Ces événements ont poussé de nombreux citoyens à rechercher une couverture plus large que celle offerte par les assurances automobiles. Les incendies, inondations et autres catastrophes naturelles ont renforcé l'idée que l'assurance ne doit pas se limiter à la voiture, mais doit également protéger les maisons, les entreprises et les investissements immobiliers. « Les assurances multirisques, couvrant une gamme variée d'événements, sont devenues une priorité pour de nombreux assurés. Ces produits sont désormais perçus comme plus complets et mieux adaptés aux risques com-

plexes auxquels sont confrontés les citoyens », a affirmé le président de l'UAR. Le développement des assurances multirisques n'aurait toutefois pas été possible sans un réseau de distribution efficace. « Actuellement, l'Algérie dispose de plus de 3 200 agences d'assurance, dont 700 sont des agences bancaires, facilitant ainsi l'accès à ces produits pour un large public », a ajouté M. Benmicia. Ce réseau étendu permet aux citoyens de souscrire facilement à des polices couvrant une variété de risques, avec la possibilité de gérer leurs assurances directement via leurs comptes bancaires, une démarche simple et rapide. Malgré leur croissance, les assurances multirisques font face à plusieurs défis. Le principal obstacle demeure la méconnaissance des produits par une large partie de la population, ce qui freine leur adoption à grande échelle. De plus, un manque de culture assurantielle persiste, rendant certaines personnes réticentes à souscrire à des produits dont l'utilité n'est pas immédiatement évidente. Enfin, le pouvoir d'achat des Algériens reste un frein à l'acquisition de ces assurances, en particulier lorsqu'il s'agit de couvrir une maison ou un bien immobilier. Le marché des assurances en Algérie est donc en pleine mutation. Bien que les assurances multirisques prennent une place de plus en plus importante, les assurances automobiles continuent de représenter une part significative du secteur.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AFRICAINE

Le rôle des compagnies de transport nationales mis en avant

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a mis en avant, lundi à Alger, le rôle important des compagnies de transport nationales dans la réalisation des objectifs fixés en matière d'intégration économique africaine. M. Boughali s'exprimait lors d'une audition de la Commission des transports, et des télécommunications de l'APN, en présence du Président directeur général (PDG) d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, du directeur général de Tassili Airlines, Abdessa-

med Ourihane, et du Président directeur général (PDG) de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Mokhtar Said Mediouni. Dans son allocution, M. Boughali a souligné la nécessité de mettre les réseaux de transport maritime, terrestre et aérien au diapason des objectifs fixés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à relier l'Algérie aux différentes capitales, notamment africaines, à même de réaliser l'intégration économique et la coo-

pération continentale. Il a évoqué, dans ce cadre, le programme tracé pour relier l'Algérie directement aux grandes capitales et villes africaines, ce qui renforcera la place du pays en tant que pôle continental en matière de transport. Concernant Air Algérie, le président de l'APN a appelé à augmenter la rentabilité financière de la compagnie et à relever les défis actuels. De son côté, M. Benhamouda a présenté un bilan des activités d'Air Algérie pour l'année 2024, ainsi qu'un aperçu sur

les plans et projets futurs. A ce propos, il a indiqué qu'Air Algérie a réussi, en 2024, à réaliser une croissance et un développement sur différents plans, avec une hausse de 10% du nombre de voyageurs transportés qui a dépassé 7,9 millions. Air Algérie a, en outre, assuré 79.100 vols en 2024, soit une moyenne estimée entre 200 et 250 vols par jour vers 33 aéroports domestiques et 44 aéroports internationaux, selon le PDG d'Air Algérie. Pour un environnement de travail idéal, M. Benhamouda

a mis en avant "l'importance majeure accordée par Air Algérie à la révision de la convention collective avec les partenaires sociaux, et ce en vue d'assurer un cadre de travail agréable et propice à l'innovation et à la créativité". M. Mediouni a, quant à lui, souligné l'importance des efforts consentis en vue d'améliorer les services fournis aux clients, rappelant les préparatifs en cours afin de lancer le Duty free à l'aéroport d'Alger, au mois de mars prochain.

TOURISME

Le potentiel exceptionnel de l'Algérie mis en valeur

Le potentiel touristique exceptionnel de l'Algérie et ses perspectives prometteuses ont été mis en valeur par le site d'information www.afrik.com, faisant référence au "plan d'investissement ambitieux" du gouvernement qui déploie "une stratégie à double détente". Sous le titre "l'émergence d'une puissance touristique", le site relève que "le plus grand pays d'Afrique, riche d'un patrimoine millénaire et de paysages spectaculaires, s'engage dans une transformation profonde de son industrie touristique. Un pari économique qui pourrait redessiner la carte du tourisme en Méditerranée". Pour ce faire, la même source a fait référence au

"plan d'investissement ambitieux" du gouvernement qui déploie "une stratégie à double détente" avec un investissement dans les infrastructures essentielles, notamment la modernisation des aéroports, le développement du réseau routier et la construction de nouveaux complexes hôteliers. Le site d'information, présenté comme une référence concernant l'actualité de l'Afrique et du Maghreb, a également évoqué "les mesures incitatives pour le secteur privé, tels que les allègements fiscaux, la simplification administrative et une formation professionnelle renforcée". En ce sens, ce plan prévoit "la création de 30.000 chambres d'hôtel supplé-

mentaires, dont 40% portés par des investisseurs internationaux, alors que l'impact sur l'emploi s'annonce significatif dans la mesure où ce secteur qui emploie actuellement 350.000 personnes pourrait créer 200.000 emplois directs et indirects supplémentaires d'ici 2030". Dans le même sens, le site mentionne que le visa électronique, dont "le lancement est prévu pour juin 2025 devrait faciliter l'accès au territoire". S'attardant sur les "joyaux" du patrimoine millénaire du pays, le site relève que l'Algérie "dispose d'atouts uniques", citant le Tassili n'Ajjer qui abrite le plus vaste ensemble d'art rupestre préhistorique au monde, les vestiges ro-

maines de Timgad et Djemila qui rivalisent avec ceux d'Italie ainsi que le littoral méditerranéen qui offre des plages encore préservées du tourisme de masse. La même source note que les de "2,5 millions de visiteurs accueillis en 2023 ont généré des recettes estimées à 2,5 milliards de dollars, ce qui représente une manne pouvant atteindre les 10 milliards en 2030 si l'objectif des 10 millions de touristes est atteint". Pour ce site, "le défi de transformer un potentiel exceptionnel en réussite économique durable reste de taille", estimant que l'Algérie "dispose d'une feuille de route claire et des moyens de ses ambitions".